



**RAPPORT SEMESTRIEL D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(MAI à OCTOBRE 2017 – ANNEE FISCALE 2018)**

SITUATION AU 31 OCTOBRE 2017

Sommaire

I. Introduction et vue d'ensemble	2
II. Principaux résultats atteints au 31 octobre 2017	4
i. Administration des revenus.....	6
ii. Gestion des finances publiques.....	9
iii. Gestion de la dette publique.....	12
iv. Régulation et supervision bancaires.....	14
v. Statistiques macroéconomiques	18
vi. Statistiques des finances publiques.....	20
III. Niveau d'exécution des activités et ressources utilisées.....	22

Tableaux

Tableau 1. Mise en œuvre du cadre logique d'AFRITAC Centre au 31 octobre 2017	5
---	---

Graphiques

Graphique 1 : Activités réalisées par pays	23
Graphique 2 : Activités réalisées par domaine	23
Graphique 3 : Ressources utilisées par pays	24
Graphique 4 : Ressources utilisées par domaine.....	25
Graphique 5 : Répartition des ressources par pays	25
Graphique 6 : Répartition des ressources par domaine.....	26
Graphique 7 : Mobilisation de l'expertise régionale.....	26

Annexes

Annexe 1 : Cadre logique année fiscale 2018	
Annexe 2 : Activités programmées et réalisées par pays et domaine	
Annexe 3 : Ressources programmées et utilisées par pays et domaine	
Annexe 4 : Suivi détaillé des ressources utilisées par pays	
Annexe 5 : Suivi détaillé des ressources utilisées par domaine	
Annexe 6 : Séminaires et cours	
Annexe 7 : Projets pluriannuels	
Annexe 8 : Personnel d'AFRITAC Centre	

I. INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE

1. Ce rapport présente la synthèse des activités réalisées par le Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre) durant le premier semestre de l'année fiscale 2018 qui couvre la période allant du 01 mai 2017 au 31 octobre 2017.

2. Le programme de travail de l'année fiscale 2018 a été établi en tenant compte des objectifs stratégiques définis dans le cadre logique du Centre à l'échéance du troisième cycle de financement à fin avril 2022. Ces objectifs, leurs critères de réalisation, et les étapes intermédiaires sont déclinés par domaine d'activités, dans le cadre logique du Centre pour la l'année fiscale 2018 (cf. Annexe 1).

3. Dans ce sens, le programme de travail annuel est élaboré en étroite collaboration avec les services du FMI sur la base des besoins exprimés par les États membres s'agissant des principaux objectifs d'intervention, et des priorités des réformes appuyées par le FMI et les autres partenaires. Les activités d'AFC ont été menés par l'équipe des 8 conseillers résidents appuyés par une équipe administrative de 5 membres (cf. Annexe 8). Les activités de l'AFRITAC Centre sont ainsi intégrées dans le cadre général de renforcement des capacités mis à la disposition des pays membres par le FMI pour appuyer ces réformes. Les activités sont par ailleurs coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires au développement impliqués dans la mise en œuvre des réformes.

4. Les activités du premier semestre de l'année fiscale 2018 ont été réalisées dans le cadre de projets pluriannuels, de missions ponctuelles d'assistance technique, de séminaires régionaux et d'appuis aux institutions régionales et des programmes d'apprentissage par les pairs en tenant compte des objectifs retenus dans le cadre logique d'AFRITAC Centre pour la période 2017-2022. Le programme du premier semestre couvre également l'appui à la mise en œuvre des réformes régionales, qu'il s'agisse de travaux en collaboration avec les institutions régionales (CEEAC, CEMAC, BEAC, et COBAC), des activités au niveau des États pour l'internalisation de ces réformes.

Appuis régionaux

5. Au plan régional, AFRITAC Centre a poursuivi ses appuis à la CEMAC dans le cadre du renforcement des capacités des parlementaires en matière de suivi de l'exécution du budget, et dans l'appui au lancement des réformes des finances publiques dans les pays de la région par la constitution et la formation d'un pôle d'experts en finances publiques issus de la région. Le Centre a par ailleurs formulé deux avis de conformité sur les projets de textes de transposition des directives de la CEMAC sur les finances publiques pour le Cameroun et la République du Congo.

Séminaires régionaux et apprentissage par les pairs

6. Durant le premier semestre de l'année fiscale 2017, AFC a organisé 3 (trois) séminaires régionaux respectivement sur les thèmes de : (1) l'analyse de viabilité de la dette en partenariat avec la Banque mondiale et le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation au FMI ; (2) la régulation et la supervision des établissements et des services de paiement et de monnaie électronique ; (3) la supervision consolidée des groupes bancaires, pour le compte de la COBAC à l'attention du CSBAOC (Comité des Superviseurs de Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre). Par contre, le séminaire régional sur le pilotage de l'exécution du budget initialement prévu au mois d'octobre a été repoussé au mois de novembre suivant pour des raisons de disponibilité des experts et d'ajustement du programme des missions d'assistance technique dans les pays membres.

Coordination et collaboration avec les autres partenaires au développement

7. Au cours du premier semestre, la coordination/collaboration avec les partenaires au développement se poursuit, en particulier dans les domaines des finances publiques (dépenses et recettes), des statistiques macroéconomiques et de la gestion de la dette publique. Les principaux partenaires avec lesquels les appuis d'AFRITAC sont coordonnés, voire menés conjointement, sont le Pôle-PNUD de Dakar, l'AFRISTAT, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Coopération française, et l'Union européenne, notamment.

8. A titre d'exemple, au cours du premier semestre, AFRITAC Centre a poursuivi, dans le domaine des statistiques macroéconomiques, son appui au rattrapage des comptes nationaux annuels de la République Centrafricaine avec AFRISTAT, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Au Tchad, AFRITAC Centre a amorcé des échanges fructueux avec le PNUD sur la mise en place de la stratégie nationale de développement des statistiques des finances publiques. En République du Congo, AFRITAC Centre a poursuivi la mise en place des projets annuels de performance avec le Pôle-PNUD de Dakar.

9. Par ailleurs, les autres partenaires au développement sont régulièrement informés des activités menées par le Centre au cours des séances de restitution organisées en fin de mission par les conseillers résidents et experts ou à l'occasion des visites du Coordonnateur du Centre. Le Centre a mis en place un nouveau site web (<http://afritaccentre.org/>) et une page Facebook (<https://www.facebook.com/AFRITACcentre>) sur lesquels sont publiés toutes les informations sur les résultats atteints par ses activités.

Principaux risques opérationnels

10. La situation sécuritaire, l'engagement des responsables et la disponibilité des équipes nationales chargées de la mise en œuvre des réformes constituent les facteurs de risques

opérationnels les plus sérieux s'agissant de la réalisation des objectifs et des résultats tels que fixés par le cadre logique d'AFRITAC Centre.

- **Situation sécuritaire et stabilité politique.** Renforcer les capacités dans les Etats en situation de fragilité et notamment au Burundi, en République démocratique du Congo a été une priorité du programme de travail de l'année fiscale 2018. Toutefois, l'exécution du programme dans ces Etats a fortement dépendu des conditions de sécurité et de la stabilité de l'environnement ;

- **Engagement des responsables et disponibilité des équipes nationales.** Compte tenu des modalités de délivrance des appuis par AFRITAC Centre, essentiellement par la mise à disposition de conseillers et experts pour des visites de courte durée, l'engagement des responsables et la disponibilité des équipes nationales à travailler avec ces conseillers et experts ont été des conditions essentielles à l'efficacité des missions, tout comme leur disponibilité à poursuivre les travaux entre deux visites des experts ;

- **Risque sécuritaire et nécessaire adaptation des modalités de délivrance de l'assistance technique.** Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2018, plusieurs activités ont été reprogrammées ou reportées dans certains pays membres pour des raisons sécuritaires comme pour le Burundi et la République Démocratique du Congo. Dans d'autres pays, comme la République du Congo et la Guinée-équatoriale, ces reports sont en partie due à l'indisponibilité des équipes nationales. C'est pourquoi le Centre se propose d'adapter ses modalités de délivrance pour le second semestre par l'organisation de plusieurs ateliers techniques délocalisés au siège du Centre à Libreville afin d'en minimiser l'impact sur la réalisation du programme de travail et les résultats attendus par les parties prenantes.

II. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS AU 31 OCTOBRE 2017

11. Les principaux résultats atteints au cours du semestre sont mentionnés dans les sections suivantes de ce rapport. A mi- année, ces résultats doivent s'apprécier comme des résultats intermédiaires. Le tableau 1 ci-après synthétise la mise en œuvre du cadre logique d'AFRITAC Centre au 31 octobre 2017 et évalue schématiquement les résultats accomplis dans les différents domaines d'expertise couverts.

i. Administration des revenus

Administration douanière

A. Les objectifs de l'assistance technique

13. Le programme de travail en administration douanière s'articule autour des deux objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

Objectif 1 : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernances des administrations des revenus ;

Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières.

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

14. Au 31 octobre 2017, le programme de travail en administration douanière a été réalisé en étroite collaboration avec le programme d'assistance technique régional mis en œuvre par les services du département des finances publiques du FMI. Les activités menées entrent toutes dans le cadre de projets pluriannuels s'intégrant dans le programme régional de réforme et de modernisation des administrations douanières.

Situation par pays

Cameroun

14. Une mission d'assistance technique effectuée a permis de : (1) moderniser les procédures de transit ; (2) sécuriser le traitement et l'apurement des opérations de transit ; et (3) assister les cadres à l'utilisation du module transit du système d'information de la douane (cf. Encadré 1, page 7).

République du Congo

15. Une mission d'assistance technique a mis à disposition un projet de texte de l'instruction-cadre couvrant l'ensemble du processus de dédouanement au port de Pointe-Noire à la Direction générale des douanes et des fiches emploi couvrant les métiers du dédouanement et devant être aménagées au contexte congolais avant d'être intégrées, sous forme de simples références à l'instruction-cadre.

Gabon

16. Une mission a permis d'assister les services compétents dans le suivi et contrôle de la destination réelle des biens exonérés et l'élaboration de mesures pratiques de sécurisation des opérations de dédouanement des biens exonérés.


Tchad

17. Une mission d'assistance technique a concouru à l'opérationnalisation de l'application de gestion des exonérations et du transit, au renforcement du suivi à destination des biens exonérés.

Encadré 1

Contexte : L'opération de recoupement de l'information fiscale constitue une piste de mobilisation des recettes intérieures que le Cameroun entend développer

Titre du projet : Recoupement de l'information fiscale comme puissant levier de mobilisation des ressources intérieures.

Pays : Cameroun 

Domaine d'intervention : Administration des Revenus

Date de mise en œuvre : 2016-2017

Objectifs de l'appui : Améliorer les programmations des contrôles fiscaux sur la base des critères d'analyse des risques afin d'optimiser la mobilisation des recettes fiscales.

Rôle d'AFC dans l'appui : AFC appuie les administrations fiscales et douanières dans la formation des cadres ayant en charge les enquêtes et recoupements. Le Centre apporte un appui à l'exploitation des données sur des feuilles Excel, en rapprochant (i) les importations et les déclarations fiscales ; (ii) les paiements des marchés publics aux entreprises avec les déclarations fiscales déposées par ces entreprises ; (iii) les montants payés aux fournisseurs ou clients des grandes entreprises avec les déclarations fiscales.

Principaux résultats obtenus : L'exploitation des résultats de recoupement a permis (i) l'identification de nouvelles entreprises qui n'étaient pas fichées dans les registres de l'administrations fiscale ; (ii) des minorations ou dissimulation des recettes sont constatées et les redressements faits par l' administration fiscale dans le cadre d' une procédure de contrôles engrangent des recettes supplémentaires conséquentes ;(iii) un reclassement des entreprises dans de nouveaux segments appropriés a été effectué (grandes entreprises, moyennes entreprises et petites entreprises) ; (iv) le repérage d' importantes fraudes au niveau du cordon douanier.

Impact du projet : Le recoupement de l'information fiscale a permis : (i) l'élargissement de l'assiette fiscale ; (ii) le changement du comportement déclaratif des contribuables.

Facteurs de succès : AFRITAC Centre a apporté à la DGI/ DGD du Cameroun une valeur ajoutée déterminante s'agissant de (i) l'appropriation de l'opération de recoupement par les services d'enquêtes (ii) l'acquisition d'une expertise opérationnelle dans la conduite des opérations fiscales.

Leçons apprises : Malgré les défis budgétaires liés au ralentissement de l'activité économique, la mobilisation des recettes intérieures a été possible grâce à la maîtrise et l'exploitation de l'information fiscale. La collaboration des administrations financières (Douanes, Trésor, impôt) qui administrent plus de 60% des opérations budgétaires est primordiale et peut déboucher sur des pistes importantes d'amélioration des recettes.

Administration fiscale

A. Les objectifs de l'assistance technique

18. Le programme de travail en administration fiscale s'articule autour des deux objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

Objectif 1 : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernances des administrations des revenus ;

Objectif 3 : Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales.

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

Situation par pays

Cameroun

19. Au cours d'une mission d'assistance technique conjointe du département des finances publiques du FMI et AFRITAC Centre, des propositions de renforcement de l'organisation et des procédures afin d'augmenter le niveau de collecte du revenu fiscal dans le cadre du programme conclu avec le FMI au mois de juin 2017 ont été présentées à la Direction générale des impôts (cf. Encadré, page 6).

République Centrafricaine

20. La visite effectuée dans le cadre du renforcement de la collaboration douanes/impôts, a permis de : (1) mettre en place de la valeur plancher (BIVAC) de liquidation en douane ; (2) rectifier les écarts de valeurs entre janvier 2016 et avril 2017 ; et (3) finaliser le mécanisme de paiement différé de la TVA à l'importation.

Gabon

21. Une mission d'assistance technique a permis entre autres d'/de : (1) élaborer la cartographie des risques douaniers des 20 premiers importateurs de produits exonérés et rapprocher avec les risques fiscaux; (2) analyser les dispositions applicables aux 20 importateurs identifiés dans les Conventions, Charte des investissements ou Accords de siège ; (3) élaborer un chronogramme de contrôle à destination des principaux importateurs de produits exonérés à risques élevés de fraudes et (4) proposer des mesures simples de vérification préalable de la validité des exonérations et de l'identité des bénéficiaires (NIF, Adresse, etc.).

22. Une mission du département des finances publiques du FMI à laquelle prenait part

AFC, a contribué à : (1) l'identification des mesures de court terme permettant l'amélioration du niveau de mobilisation des recettes budgétaires 2017 ; (2) l'identification des domaines visant à renforcer l'administration douanière à moyen et long terme ; et (3) la proposition des mesures à mettre en œuvre préalablement à la mise en œuvre de l'Office gabonais des recettes.

Guinée équatoriale

23. Une mission d'assistance technique a contribué à la réalisation des quatre actions suivantes : (1) modernisation et simplification des procédures de déclaration et de paiement ; (2) formation en contrôle sur pièces sur la base de l'analyse des déclarations fiscales déposées en 2017 (secteur banque, transport international, société des hydrocarbures) ; (3) proposition des mesures de renforcement des arriérés fiscaux ; (4) proposition du manuel des procédures et d'activités.

Tchad

24. Une mission a appuyé les services de la Direction générale des impôts du Tchad pour : la consolidation et l'élargissement de leur répertoire, le suivi du respect des obligations fiscales par les contribuables, l'élaboration d'un plan de contrôle basé sur des critères de risques, l'élaboration et le partage des outils didactiques et méthodologiques en matière de CSP, la gestion des arriérés fiscaux et l'élaboration des indicateurs de rendement.

ii. Gestion des finances publiques

A. Les objectifs de l'assistance technique

25. Le programme de travail en gestion des finances publiques fiscale s'articule autour des quatre objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

Objectif 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques ;

Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques ;

Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et le contrôle.

Objectif 4 : Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers.

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

Au plan régional

CEMAC

26. Le Centre a contribué au renforcement des capacités des cadres parlementaires par la présentation d'outils et techniques du parlement pour assurer la mise en œuvre du principe de sincérité dans l'exécution des lois des finances au cours d'un atelier organisé par la CEMAC à N'Djamena. Aussi, le Centre a collaboré à la définition de stratégies de mise en place des réformes dans les segments identifiés tels que le budget programme, l'investissement, la comptabilité patrimoniale, et le contrôle interne au cours de l'atelier de Douala. Le Centre a par ailleurs effectué la revue de textes de transposition des directives de la CEMAC pour le Cameroun et la République du Congo.

Situation par pays

Cameroun

27. Une mission d'assistance technique a apporté son appui à l'amélioration et à la modernisation de la comptabilité de l'Etat par : (1) la mise en place effective de la norme comptable sur les immobilisations financières, (2) la relecture et la finalisation des normes comptables et (3) la vérification de l'avancement de la fiabilisation de la balance de l'exercice 2015.


Gabon

28. Une mission conjointe d'AFC et du département des finances publiques a recommandé un cadre organisationnel et des processus pour mieux suivre les deux groupes d'entités publiques que sont d'une part les établissements publics à caractère administratif et d'autre part les entreprises publiques (cf. Encadré 2, page 11).

29. Une mission d'assistance technique a permis de (1) faire le point de l'état de mise en œuvre des recommandations de la mission de mai 2016 ; (2) identifier les contraintes de l'exécution des comptes d'affectation spéciale (CAS) déjà créés ; (3) analyser les affectations de recettes à des dépenses publiques spécifiques non reflétées dans la loi de finances ; et (4) proposer des solutions de prises en charge dans la loi de finances de l'année.

Encadré 2

Contexte : Le contexte budgétaire au Gabon est marqué par une présentation non optimale des opérations budgétaires des administrations dans le document du budget de l'Etat. Un renforcement des capacités dans le domaine des régimes juridiques des affectations de recettes, leur identification et leur prise en charge dans la documentation budgétaire a donc été jugé nécessaire.

Titre du projet : Appui à l'amélioration de l'exhaustivité du budget de l'Etat
Pays : Gabon 
Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique
Date de mise en œuvre : 2014-2017
Objectifs de l'appui : Identifier les recettes affectées gérées en dehors des procédures budgétaires normales et les intégrer dans le budget de l'Etat et améliorer l'exhaustivité du budget.
Rôle d'AFC dans l'appui : Former les autorités sur les fondements des différentes affectations de recettes (Budget annexe, Compte spécial du trésor et budgets autonomes des organismes publics) et inventaire et analyse des textes de création des recettes affectées. Appui à la détermination des modalités de prise en charge dans la loi de finances et de leur exécution.
Principaux résultats obtenus : Nouvelle présentation de la structure de la loi de finances et du Budget de l'Etat est disponible, amélioration de l'exhaustivité du budget avec six comptes d'affectation spéciale / Intégration dans le budget de l'Etat des opérations jusque-là exécutées en trésorerie et amélioration de l'exhaustivité de la loi de finances.
Impact du projet : Une meilleure connaissance des opérations budgétaires et financières de l'Etat qui permet au Gabon une présentation plus conforme des lois de finances.
Facteurs de succès : Disponibilité et ouverture d'esprit de l'équipe en charge des reformes du budget programme et la qualité de l'expertise durant le déroulement du projet.

Guinée équatoriale

30. L'identification des besoins d'assistance technique des services financiers de la Guinée équatoriale dans le domaine de la gestion budgétaire et comptable en vue de leur intégration au programme de travail du Centre a été effectuée au cours ce semestre au mois d'octobre. Par contre, le pays n'a pas participé à l'atelier technique régional sur la documentation comptable organisé au siège d'AFC à Libreville au mois de juillet 2017.

République démocratique du Congo

31. Une mission d'assistance technique a permis d': (1) appuyer les autorités pour la consolidation des maquettes de budget de programme (2) élaborer un plan d'action aligné sur les dispositions de la loi en ce qui concerne le budget programme et (3) examiner la situation des affectations sous la forme de budgets annexes ou de comptes d'affectation spéciale.

Sao Tomé-et-Principe

32. Les besoins d'appui des services techniques financiers de São Tomé-et-Principe dans le domaine de la gestion budgétaire et comptable ont été identifiés en vue de leur intégration au programme de travail du Centre.

Tchad

33. Les cadres des administrations financières ont vu leurs capacités renforcer afin d'améliorer la tenue de la comptabilité, de fiabiliser les comptes et la balance produites, ainsi que le plan de trésorerie et l'information financière qui en découle, au cours d'un atelier technique organisé par AFC au mois de juillet à Libreville.

34. La seconde mission d'assistance technique a permis d'améliorer la présentation des opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées. La mission a pu ainsi identifier un budget annexe et plusieurs comptes spéciaux du trésor à intégrer dans le budget de l'Etat.

iii. Gestion de la dette publique

A. Les objectifs de l'assistance technique

35. Le programme de travail en gestion de la dette publique s'articule autour des six objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

Objectif 1 : Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT), réduire le coût et les risques liés à la dette publique et développer le marché intérieur des titres publics ;

Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette, réduire le coût et les risques et développer le marché intérieur des titres publics ;

Objectif 3 : Analyser la viabilité de la dette, la dynamique et les risques courus pour informer les autorités fiscales ;

Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur ;

Objectif 5 : Développer le marché des Sukuk en tant que financement à long terme des infrastructures, réduire les coûts et les risques de la dette publique et accroître la capacité et le choix de financement ;

Objectif 6 : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette en vue d'améliorer la capacité du gouvernement à gérer efficacement la dette publique.

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

36. Trois missions ont été repoussées pour le deuxième semestre de l'année, soit pour des raisons sécuritaires ou sur demande des autorités. Au cours du premier semestre, quatre missions (hors séminaire) ont été réalisées par le conseiller résident.

Au plan régional

37. Les gestionnaires de la dette dans les pays de la région ont vu leurs capacités renforcées dans le domaine de l'Analyse de la Viabilité de la Dette des Pays à Faible Revenu AVD-PFR au cours d'un séminaire régional organisé conjointement avec le département SPR du FMI.

Situation par pays

République Centrafricaine

38. L'assistance technique fourni a permis de renforcer les capacités des gestionnaires de la dette en matière de reporting de la dette. A l'issue de la mission, un bulletin de la dette a été produit pour le premier semestre 2017.

Gabon

39. Les gestionnaires de la dette ont renforcé leurs capacités dans le domaine de l'Analyse de la Viabilité de la Dette des pays à accès aux marchés AVD-PAM. Une analyse de viabilité de la dette du Gabon a été réalisée par les cadres de la Direction Générale de la Dette en utilisant l'outil quantitatif AVD-PAM. Cette administration est désormais en mesure de réaliser l'analyse de viabilité de la dette publique du Gabon de manière autonome.

République démocratique du Congo


40. Au cours de ce semestre, les gestionnaires de la dette ont renforcé les capacités en matière de reporting de la dette. Ainsi, un rapport annuel de gestion de la dette a été produit pour l'année 2016 et un bulletin de la dette pour le premier trimestre 2017.

Tchad

41. L'appui d'AFRITAC Centre a permis de renforcer ces capacités des gestionnaires de la dette en matière de reporting de la dette. En plus, un rapport annuel de gestion de la dette a été produit pour l'année 2016 et un bulletin périodique de la dette pour le premier trimestre 2017 (cf. Encadré 3, page 14).

Encadré 3

Contexte : La publication par le Tchad d'un rapport annuel sur la dette publique a été jugé prioritaire par les autorités nationales du pays. Cela nécessitait un renforcement des capacités techniques et opérationnelles du personnel sur les pratiques de la gestion de la dette.

Titre du projet : Améliorer le reporting de la dette
Pays : Tchad 
Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique
Date de mise en œuvre : 2016-2017
Objectifs de l'appui : Assister la direction de la dette pour la production d'un rapport annuel de la dette en vue d'une part de satisfaire une condition de décaissement du crédit FMI et d'autre part d'introduire la production d'un rapport annuel dans les pratiques de gestion de la dette
Rôle d'AFC dans l'appui : Former les cadres de la Direction de la dette (DD) sur l'analyse des risques liés au portefeuille de la dette et assister la Direction de la Dette dans la production d'un rapport annuel de la dette.
Principaux résultats obtenus : - Les capacités des cadres de la DD ont été renforcées et le rapport annuel de la dette pour l'année 2016 a été produit et publié.
Impact du projet : La Direction de la dette est désormais en mesure de produire de manière autonome et régulière le rapport annuel de la dette et le <i>reporting</i> de la dette publique est amélioré.
Facteurs de succès : La bonne volonté des cadres de la Direction de la dette ainsi que la priorisation par les autorités nationales de la réorganisation des tâches au sein de la DD pour situer le <i>reporting</i> de la dette.
Leçons apprises : Il y a nécessité à accompagner les structures de la dette pour passer d'une gestion administrative de la dette à une gestion active selon les meilleures pratiques.

iv. Régulation et supervision bancaires

A. Les objectifs de l'assistance technique

42. Le programme de travail en régulation et supervision bancaires s'articule autour des quatre objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre pour 2017-2022 :

Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales ;

Objectif 2 : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire ;

Objectif 3 : S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier ;

Objectif 4 : Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

Au plan régional

43. Un séminaire régional relatif à la régulation et à la supervision des établissements et des services de paiement et de monnaie électronique a été organisé en septembre 2017. Il a passé en revue les problématiques relatives à la supervision des services de paiement et de monnaie électronique et a proposé des orientations pour élaborer un cadre de régulation efficace. Il répondait aussi aux besoins des autorités de mieux comprendre et maîtriser les risques induits par l'essor des services de paiement. Certains des pays participants travaillent à l'élaboration d'un tel cadre (COBAC) ou viennent de s'en doter (Burundi).

44. À la demande du CSBAOC (Comité des Superviseurs des Banques d'Afrique de l'Ouest et du Centre), dont le Secrétariat Permanent est assuré par le Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), un séminaire régional a été animé par l'AFRITAC Centre à Libreville sur la supervision consolidée des groupes bancaires. Ce séminaire régional a constitué aussi une excellente opportunité de former les cadres de la COBAC à la supervision bancaire sur base consolidée.

Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC)

45. Les activités intensives réalisées au cours de la période ont permis de réaliser six missions d'assistance technique importantes durant le semestre : (1) la structuration du processus de gestion des procédures internes relatives à la supervision bancaire ; (2) la révision du cadre réglementaire relatif à la supervision consolidée des groupes bancaires ; (3) la revue des modes opératoires du contrôle sur pièces des institutions de microfinance, selon l'approche de supervision basée sur les risques (cf. Encadré 4, page 16) ; (4) le renforcement de l'efficacité opérationnelle et de la qualité juridique des mesures préventives décidées dans le cadre de l'intervention précoce pour le traitement des difficultés des banques fragiles ; (5) la révision du cadre réglementaire relatif à la régulation et à la supervision des services de paiement et de la monnaie électronique ; et (6) la revue des nouveaux projets d'états financiers réglementaires relatifs à la supervision consolidée des groupes bancaires.

Encadré 4

Contexte : La COBAC a exprimé le besoin d'un appui de l'AFRITAC Centre pour la mise en œuvre de son plan d'actions stratégiques destinées à améliorer l'efficacité de son modèle de supervision et à mettre en œuvre les recommandations émises par le FMI lors du dernier FSAP (2014-2015).

Titre du projet : Intensification de l'assistance technique à COBAC

Organisation : CEMAC (COBAC)

Domaine d'intervention : Régulation et supervision bancaires

Date de mise en œuvre :

Objectifs de l'appui : Assister la COBAC pour la révision de la réglementation prudentielle et du renforcement de ses capacités à mettre en œuvre la supervision basée sur les risques.

Rôle d'AFC dans l'appui : L'AFRITAC Centre intervient principalement pour (i) réviser les projets de règlements que le SG-COBAC lui soumet et lui proposer, s'il y a lieu, des réorientations dans les choix prudentiels à opérer, et (ii) examiner les modes opératoires du contrôle sur pièces et du contrôle sur place en vue de proposer des aménagements concrets pour faire évoluer les pratiques vers la supervision basée sur les risques.

Principaux résultats obtenus : L'AFRITAC Centre a intensifié son assistance technique à un niveau jamais atteint jusqu'à présent et a ainsi (i) réalisé sept missions d'assistance technique pendant l'année fiscale 2018, (ii) préparé et animé un séminaire du CSBAOC (Comité des Superviseurs de Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre) à la demande de la COBAC, et (iii) fait participer de nombreux cadres de la COBAC à deux nouveaux séminaires régionaux. Par conséquent, au travers des présentations, des aide-mémoire et des rapports de mission, le SG-COBAC a reçu des conseils avisés pour progresser dans ses réformes dans une variété de domaines particulièrement utiles pour renforcer l'efficacité de l'exercice de ses missions : la supervision sur base consolidée, la supervision des services de paiement et de la monnaie électronique, l'intervention précoce de la COBAC pour traiter les banques fragiles, le contrôle sur pièces des institutions de microfinance selon l'approche par les risques, la structuration de la gestion des procédures internes du SG-COBAC relatives à la supervision bancaire.

Impact du projet : Cet ensemble de missions de divers formats et de thématiques variées a conforté la COBAC dans la dynamique de réforme impulsée par Son secrétaire Général. Plusieurs missions participent de projets pluriannuels qui ne sont pas encore terminés. Il reviendra au SG-COBAC de finaliser la mise en œuvre des projets en s'appropriant les recommandations détaillées fournies dans le cadre de l'assistance technique.

Facteurs de succès : L'engagement volontaire du Secrétaire Général et des équipes de la COBAC a certainement donné l'opportunité à l'AFRITAC Centre d'apporter une contribution aussi riche. Pour sa part, l'AFRITAC a fait preuve d'une grande disponibilité et d'une capacité d'adaptation aux contraintes élevées du SG-COBAC pour moduler son appui en fonction des besoins évolutifs et ciblés. La qualité de la coopération entretenue par le conseiller résident, tout comme le profil d'excellence des experts court-terme recrutés par l'AFRITAC, ont également été un facteur important pour faire avancer les projets de réforme et renforcer les capacités des superviseurs de la COBAC, grâce au partage de leur expérience éprouvée de la supervision bancaire et la proposition de solutions opérationnelles adaptées aux besoins spécifiques de la sous-région.

Situation par pays


République du Burundi

46. L'assistance technique de l'AFRITAC Centre à la Banque de la République du Burundi (BRB), pour la révision de la réglementation prudentielle relative à la liquidité à court terme (adoption d'un ratio de type LCR conforme à Bâle III) s'est poursuivie sous la forme d'une assistance à distance en attendant le prochain atelier de travail avec l'équipe-projet de la BRB (cf. Encadré 5).

Encadré 5

Contexte : Le programme de renforcement des capacités consiste à mettre en œuvre la stratégie définie par la Communauté Est Africaine(CEA) dont le Burundi est membre et qui vise notamment à bâtir à moyen terme un cadre de supervision unique dans l'EAC.

Titre du projet : Mise en place d'un ratio de liquidité à court terme de type LCR conforme au dispositif de Bâle III

Pays : Burundi 

Domaine d'intervention : Régulation et supervision bancaires

Date de mise en œuvre : 2016-2017

Objectifs de l'appui : Finaliser la nouvelle réglementation prudentielle relative à la liquidité à court terme (LCR, *liquidity coverage ratio*)

Rôle d'AFC dans l'appui : L'AFC a (i) mis en relation la BRB (Banque de la République du *Burundi*) pour une visite d'étude à la BAM (Bank Al-Maghrib) destinée à recueillir son expérience relative à la transposition du LCR au Maroc, (ii) organisé deux ateliers de travail délocalisés pour, d'abord, déterminer les choix prudentiels à opérer, déterminer une feuille de route pour engager la réforme, ensuite, réviser les projets préparés par la BRB selon les indications fournies, (iii) assuré une assistance à distance pour permettre à l'équipe-projet de la BRB d'avancer dans ses travaux entre les deux ateliers.

Principaux résultats obtenus : Les projets de circulaire réglementaire et de modèle d'état déclaratif relatifs au LCR ont été quasiment finalisés pour permettre à la BRB de réaliser rapidement l'étude d'impact, à l'issue de laquelle la version finale de ces documents pourra être publiée et entrer en vigueur.

Impact du projet : Sous réserve de la finalisation, par la BRB, des projets précités de circulaire réglementaire et de modèle d'état déclaratif relatifs au LCR, l'assistance technique de l'AFRITAC a permis à la BRB d'engager sa réforme sur des bases rigoureuses, conformes aux normes internationales et adaptées aux réalités du Burundi.

Facteurs de succès : L'AFRITAC a apporté à la BRB une valeur ajoutée déterminante s'agissant de (i) l'appropriation des normes internationales, (ii) l'acquisition d'une expertise opérationnelle dans la conduite d'une réforme réglementaire complexe telle que le LCR et de la méthode de travail, (iii) la définition pertinente des choix prudentiels adaptés aux besoins spécifiques du Burundi.

Leçons apprises : Malgré la difficulté de mise en œuvre de l'assistance technique inhérente à l'impossibilité pour la mission de se rendre sur place, l'AFRITAC a fait preuve d'une capacité d'adaptation notable et d'une grande disponibilité pour assurer un appui et une assistance à distance en tant que de besoin, pendant la période séparant les deux ateliers.

République démocratique du Congo

47. L'appui d'AFRITAC Centre a contribué à la révision des réglementations prudentielles relatives au contrôle interne et à la gestion des risques applicables aux banques de la République démocratique du Congo.

48. Les deux activités relatives (i) à la formation initiale des nouveaux superviseurs recrutés par la Banque Centrale du Congo (BCC) aux principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace à la supervision basée sur les risques, avec un focus sur le risque de crédit et le risque opérationnel et (ii) à l'appui à la BCC pour l'analyse des états financiers des banques établis selon les normes IFRS ont dû être reportées en raison des contraintes administratives imposées à l'AFRITAC Centre.

v. Statistiques macroéconomiques

A. Les objectifs de l'assistance technique

49. Le programme de travail en statistiques macroéconomiques s'articule autour de l'objectif défini par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

Objectif : Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision ;

B. Les résultats atteints au 31 octobre 2017

Situation par pays

République centrafricaine

50. Deux missions d'assistance technique ont été effectuées au cours de la période. Elles ont permis d'obtenir les résultats suivants : (1) mise en place de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux ; (2) première estimation des comptes des années 2013 à 2016 est disponible (3) formation des comptables nationaux à la mise en place et à l'utilisation de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux.

Gabon

51. Deux missions d'assistance technique ont été conduites sur la période. Elles ont permis de lancer les travaux de rattrapage des retards des comptes nationaux annuels. Les résultats suivants ont été obtenus : (1) la mise en place de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux ; (2) une première estimation des comptes nationaux des années 2011-2013 est disponible ; (3) les comptables nationaux ont été formés à la mise en place et à







l'utilisation de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux.

République démocratique du Congo

52. Une mission d'assistance technique a appuyé la compilation des comptes nationaux de 2016 au moyen de l'outil simplifiée d'élaboration des comptes nationaux. Une série des comptes nationaux de 2005 à 2016 conforme au SCN 1993 est disponible. Sa diffusion est attendue (cf. Encadré 5).

Encadré 5

Contexte : Ces cinq pays sur huit ont enregistré des retards d'un à cinq ans dans l'élaboration des comptes nationaux dans le système SCN 1993.

Titre du projet : Rattrapage des retards des comptes nationaux	
Pays :  Burundi  Guinée Equatoriale  République du Congo  République Démocratique du Congo	
 Tchad 	
Domaine d'intervention : Statistiques macroéconomiques	
Date de mise en œuvre : 2017 – En cours pour la soutenabilité	
Objectifs de l'appui : Rattraper les retards des comptes nationaux de ces pays et rendre les comptes conformes aux standards internationaux en la matière, d'abord le SCN 1993 et plus tard le SCN 2008.	
Rôle d'AFC dans l'appui : 2 axes principaux d'intervention 1/ Mise en place d'un outil flexible et simple par l'AFC pour accompagner les comptables nationaux en vue du rattrapage des retards des comptes par la méthode dite de comptes provisoires et d'interpolation. Et 2/ Le renforcement des capacités par la formation et l'échange d'expérience sur les bonnes pratiques en matière de comptabilité nationale.	
Principaux résultats obtenus : Rattrapage des retards des comptes nationaux grâce à l'utilisation de l'outil simplifié. Ainsi une série des comptes nationaux à jour 2005-2016 selon le <i>SCN 1993</i> est disponible dans ces pays et ils sont surtout publiés alors que de longues dates ces comptes étaient restés non diffusés. L'outil est bien adapté aux besoins et il est en cours d'extension aux autres états membres.	
Impact du projet : Ces pays disposent maintenant de comptes nationaux plus fiables qui leur permettront d'élaborer des politiques économiques adéquates et de penser à aller plus loin par la mise en œuvre prochaine des comptes nationaux trimestriels.	
Facteurs de succès : La forte implication des autorités des INS dans le développement de la statistique ainsi que l'expertise de l'AFC avec un outil plus adapté aux besoins de ses Etats membres.	
Leçons apprises : Des efforts sont encore nécessaires pour disposer à temps des données de base pour des comptes nationaux plus fiables. Le renforcement des capacités en ressources humaines ne doit pas se relâcher.	

Tchad

53. Une mission d'assistance technique a appuyé l'élaboration des comptes nationaux provisoires de 2016 (cf. Encadré 6, page 20) et en a recommandé la publication avant la fin de septembre 2017. La série 2005-2015 était déjà publiée. Ainsi pour la première fois, le

Tchad répondra à l'exigence de délais du Système Général de Diffusion des Données (SGDD) pour le Produit Intérieur Brut (PIB) annuel, soit neuf mois après la période de référence.

Encadré 6

Le rattrapage des retards des comptes en date de décembre 2017			
Types de comptes disponibles			
Pays membres	Comptes nationaux annuels définitifs	Comptes nationaux annuels provisoires	Comptes trimestriels
Burundi	2005-2015	2016	Jusqu'au quatrième trimestre 2017 ; Publication attendue
Cameroun	1993-2015	2016	Jusqu'au quatrième trimestre 2017
République du Congo	2005-2015	2016 en cours	
Gabon	2001-2010 ; 2013	2014 ; 2015	Etape suivante FY19
Guinée équatoriale	2006-2015	2016	
République Centrafricaine	2005-2008 ; 2012	2013-2015	
République Démocratique du Congo	2005-2015	2016	
Sao Tome-et-Principe	2001-2008	2009-2016	
Tchad	2005-2015	2016	Etape suivante FY19

vi. Statistiques des finances publiques

A. Les objectifs de l'assistance technique

54. Le programme de travail en statistiques des finances publiques s'articule autour des deux objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

Objectif 1 : Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décisions ;

Objectif 2 : Améliorer la transparence des statistiques financières pour la prise de décision grâce à une diffusion renforcée via les initiatives de normalisation des données du Fonds.

B. Résultats atteints au 31 octobre 2017

Situation par pays

République Centrafricaine

55. La mission d'assistance technique a contribué à l'établissement d'une table de

correspondance entre le Plan Comptable/Nomenclature Budgétaire de l'Etat (PCE/NBE) et la classification du *Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001/2014 (MSFP 2001/2014)*, permettant ainsi l'exploitation de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) comme source de données des statistiques des finances publiques (cf. Encadré, ci-dessus). Aussi, la mission a pu élaborer les Tableaux des Opérations Financières de l'Etat (TOFEs) des années fiscales de 2014, 2015 et 2016, permettant ainsi la RCA de rattraper les retards qu'elle accusait dans l'annuaire des statistiques du FMI.

République du Congo

56. Une mission d'assistance technique a, entre autres : (1) formé l'équipe congolaise du TOFE sur l'assistant de classification entre les codes et comptes du Plan Comptable de l'Etat (PCE) et ceux du *Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001/2014 (MSFP 2001/2014)* et sur la procédure d'exploitation de la Balance Générale des Comptes du Trésor comme source de données du TOFE; et (2) élaboré un outil Excel de reporting des données de la dette du secteur public destinées à l'élaboration de la partie du financement du TOFE.

République démocratique du Congo

57. La mission d'assistance technique a contribué à l'établissement du tableau institutionnel du secteur public congolais (délimitant les sous-secteurs du secteur public congolais selon les du *MSFP 2014*) ; à la finalisation du plan d'actions de migration progressive vers la méthodologie du *MSFP 2001/2014* ; et à l'élaboration d'un TOFE expérimental de l'administration centrale budgétaire au format du *MSFP 2001/2014*, en utilisant les données source de l'exercice 2016.

Sao Tomé-et-Principe

58. Les principales réalisations de cette mission d'évaluation sont les suivantes : (1) établissement d'un état des lieux des statistiques de finances publiques, concernant notamment le processus d'adoption du *MSFP 2001/2014*; (2) proposition d'une feuille de route relative à l'adoption du *MSFP 2001/2014* en vue de l'établissement d'un plan d'actions par les autorités ; et (3) identification des domaines d'assistance technique à venir et établissement des priorités des futures activités du Centre au profit du pays.

Tchad

59. L'appui d'AFRITAC Centre a porté sur la formation de l'équipe du TOFE sur l'assistant de classification entre les comptes et codes du Plan Comptable de l'Etat (PCE) et ceux du *Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001/2014* et l'examen de

l'état de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) comme source potentielle des données du TOFE (cf. Encadré 7).

Encadré 7

Contexte : La République du Tchad avait besoin d'un appui afin de migrer efficacement de l'ancien TOFE base MSFP 1986 (communément dit 'base caisse') vers la nouvelle méthodologie du MSFP 2001/2014 (base des droits constatés)

Titre du projet : Contribution au projet de la Stratégie nationale de développement de Statistique de finances publiques (SNDSFiP).

Pays : Tchad 

Domaine d'intervention : Statistiques des finances publiques

Date de mise en œuvre : 2017

Objectifs de l'appui : Doter l'équipe centrafricaine en charge de la production du TOFE (Tableau des opérations financières de l'État) des capacités nécessaires pour adopter la méthodologie d'élaboration des SFP (statistiques des finances publiques) selon le *MSFP 2001/2014* et sur l'utilisation de la méthodologie du nouveau TOFE.

Rôle d'AFC dans l'appui : Etendre la couverture du TOFE à des sous-secteurs autres que celui de l'administration centrale budgétaire pour couvrir également les administrations extrabudgétaires, la sécurité sociale, les collectivités locales et les sociétés publiques.

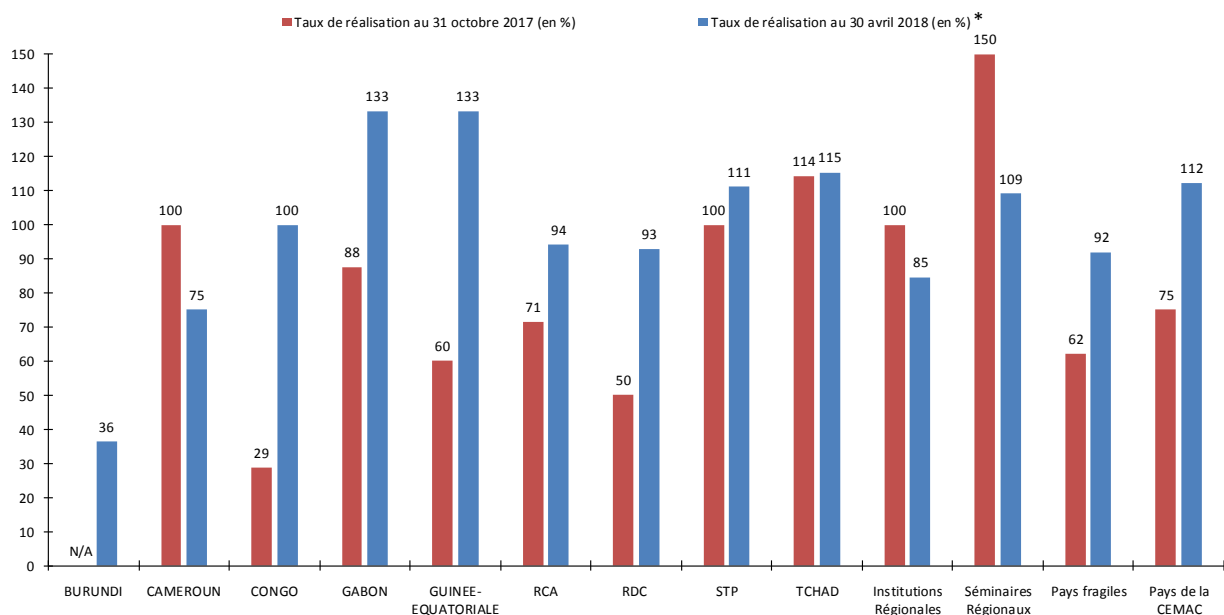
Principaux résultats obtenus : Les statistiques financières compilées et diffusées couvrent tous les sous-secteurs du secteur public tchadien selon le *MSFP 2014*

Impact du projet : Les décideurs tchadiens ont une vue d'ensemble complète des besoins en financement pour décider du niveau d'endettement adéquat / Les partenaires (unilatéraux et bilatéraux) possèdent des statistiques plus exhaustives pour guider leurs prises de décision.

Facteurs de succès : La qualité de l'assistance des partenaires au développement et le niveau de coopération et de collaboration des autorités tchadiennes pendant l'exécution du projet de la SNDSFi.

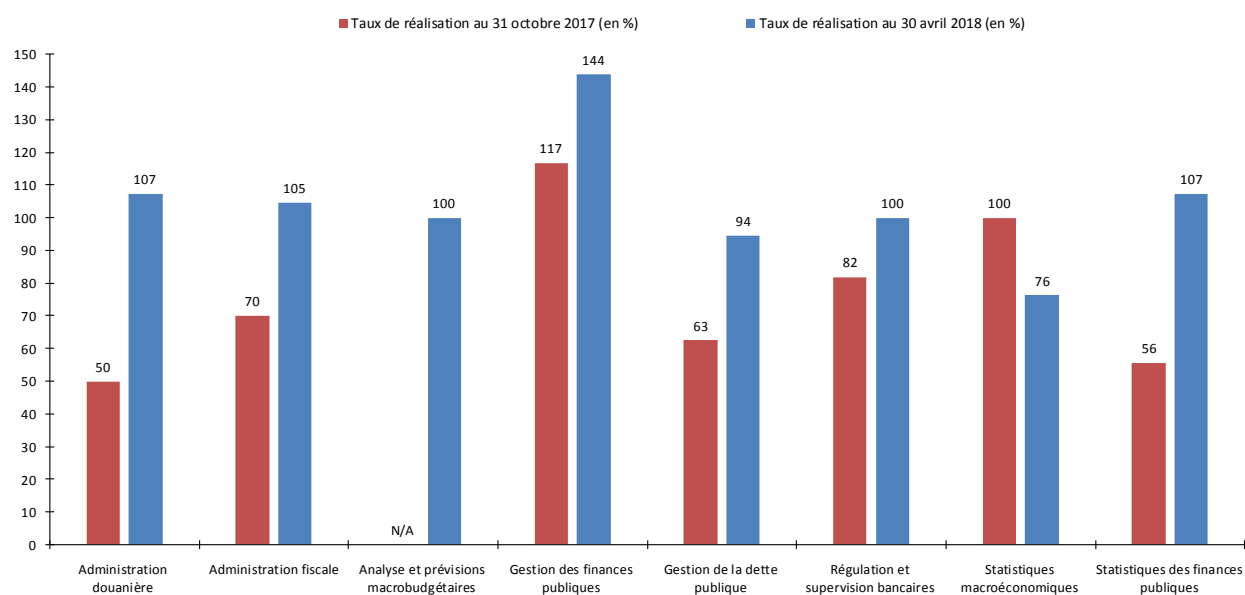
III. NIVEAU D'EXECUTION DES ACTIVITES ET RESSOURCES UTILISEES

60. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2018, cinquante-deux activités ont été réalisées dont vingt-et-trois au profit des pays en situation de fragilité et vingt-sept au profit des pays membres de la CEMAC pour un taux de réalisation semestriel global de 79 pour cent (cf. annexe 2 ; graphique 1). Au titre des appuis aux institutions régionales, le Centre a réalisé les neuf activités prévues pour le semestre. Sur le volet des séminaires régionaux, AFRITAC Centre a organisé trois séminaires dont un dans le domaine de la gestion de la dette publique et, les deux autres dans le secteur de la régulation et supervision bancaires (cf. annexe 2).

Graphique 1 : Activités réalisées par pays

*Projections de clôture au 20 mars 2018

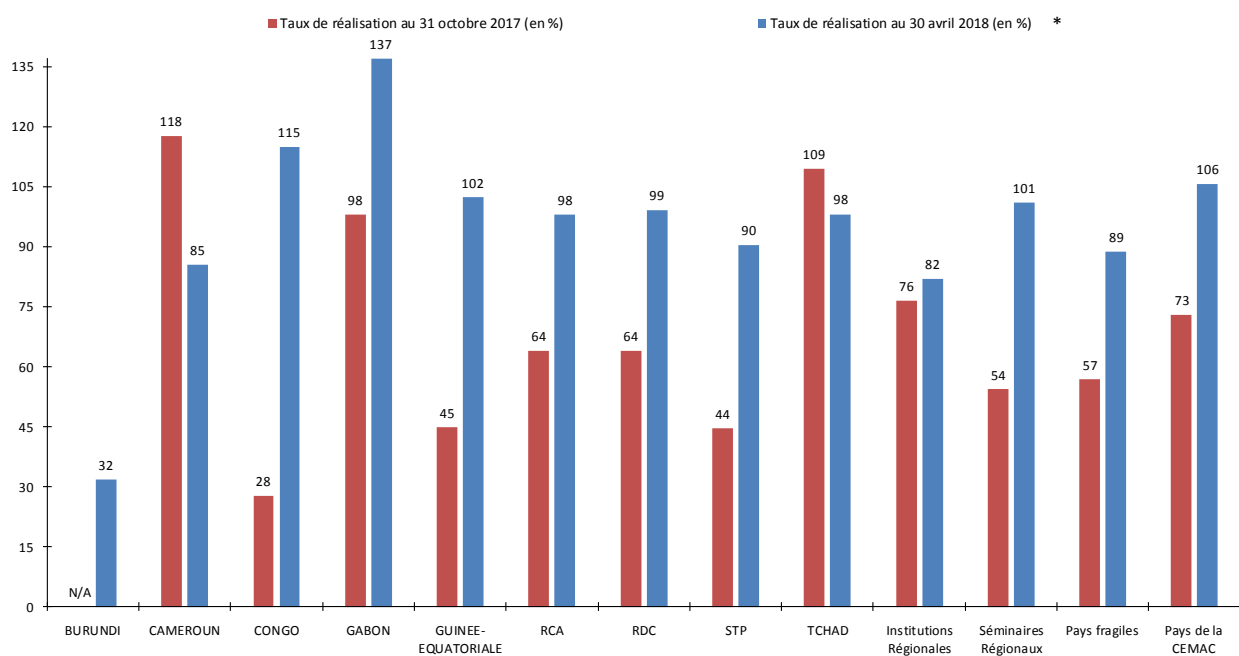
61. Dans le domaine de la gestion des finances publiques, le centre a réalisé quatorze activités pour un taux de réalisation semestriel de 117 pour cent. Cette bonne performance est aussi observable dans le domaine des statistiques macroéconomiques où le taux de réalisation s'élève à cent pour cent (cf. annexe 2, graphique 2). Dans les autres domaines où les taux de réalisation sont inférieurs à 100 pour cent, un rattrapage est prévu au second semestre afin d'assurer un taux de réalisation conforme à la programmation.

Graphique 2 : Activités réalisées par domaine

*Projections de clôture au 20 mars 2018

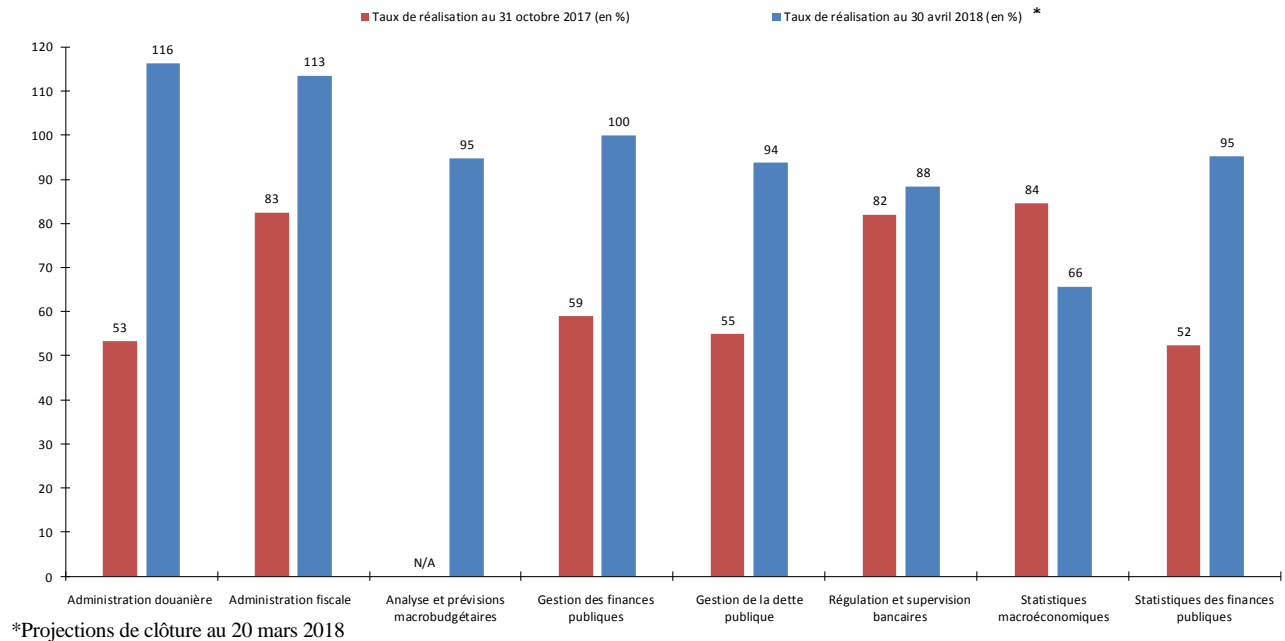
62. Pour le premier semestre de l'année fiscale 2018, les ressources ont été programmées à hauteur de 250 personnes semaines (cf. annexe 3). La plus grande part de ces ressources a été utilisée directement par l'équipe des sept conseillers résidents du centre (cf. annexe 8) et l'autre partie faisant appel à des experts recrutés pour des missions de courte durée, en appui et sous le contrôle technique des conseillers résidents. Les projections de clôture de l'exercice fiscal pour les pays en situation de fragilité s'élèvent à 87 pour cent et pour les pays de la CEMAC à 107 pour cent. Sur l'ensemble du Centre, les prévisions de clôture au 30 avril 2018 projettent un taux d'utilisation des ressources de 93 pour cent sur l'ensemble des pays membres du Centre (cf. annexe 3, graphique 3).

Graphique 3 : Ressources utilisées par pays

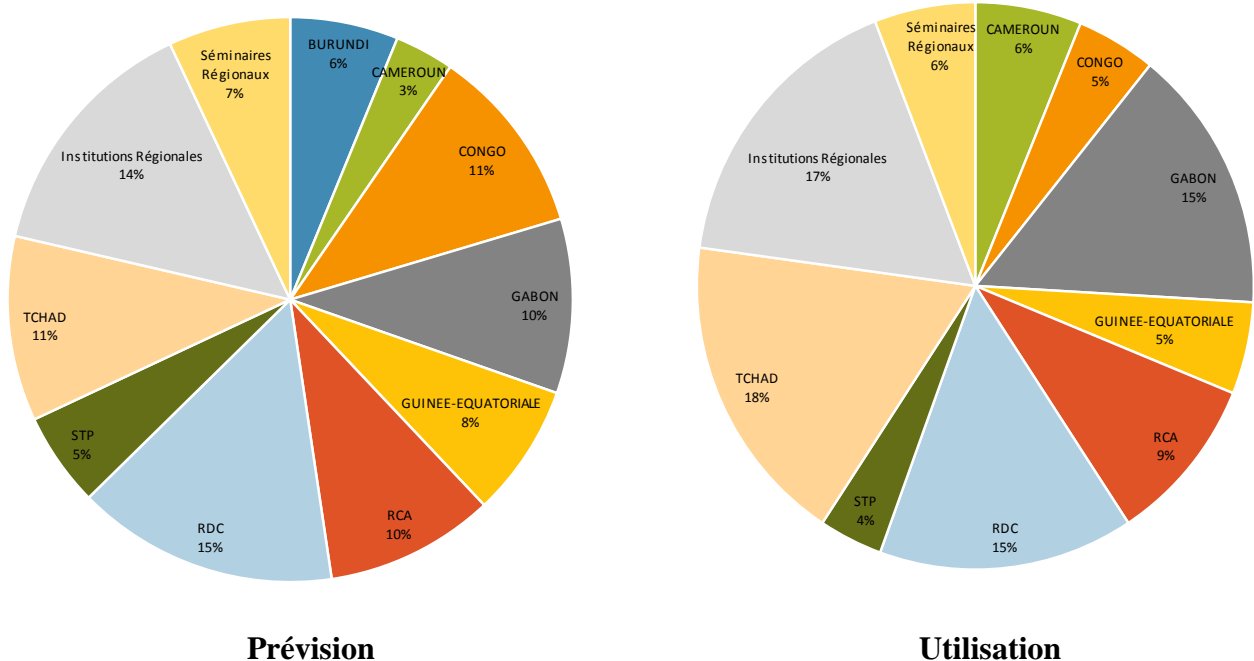


*Projections de clôture au 20 mars 2018

63. Au cours du semestre, les domaines de l'administration fiscale, de la régulation et supervision bancaires et des statistiques macroéconomiques ont mise à profit un peu plus des 80 pour cent (cf. annexe 3, graphique 4) des ressources programmées dans leurs domaines respectifs. Cette tendance tend à se confirmer au second semestre à l'exception du secteur des statistiques macroéconomiques où une baisse est observable qui est due à des annulations des activités imputables à l'indisponibilité des autorités et à l'assistance technique fournie par d'autres bailleurs. Toutefois, une stratégie de rattrapage est prévue au second semestre pour les autres domaines afin d'obtenir un taux d'utilisation global de 93 pour cent en fin d'exercice fiscal (cf. annexe 3, graphique 4).

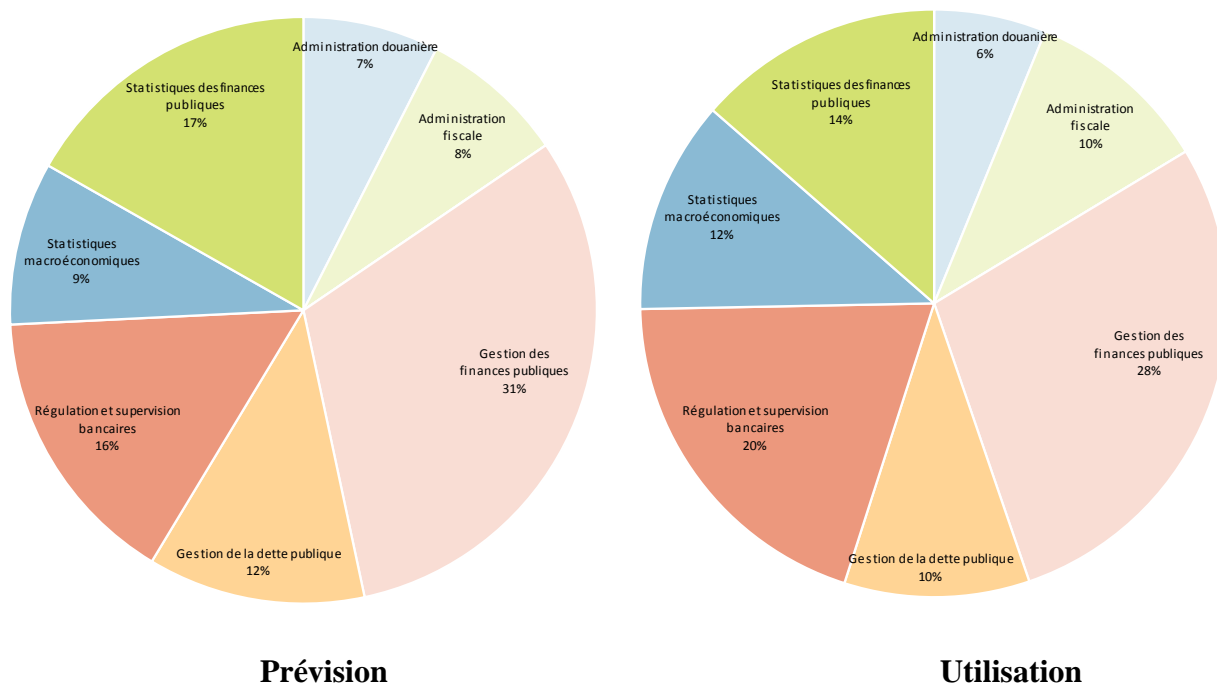
Graphique 4 : Ressources utilisées par domaine

64. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2018, le Centre a consacré 23 pour cent de ses ressources aux institutions et séminaires régionaux (cf. graphique 5) soit une hausse de deux points par rapport aux prévisions. Au-delà des ressources utilisées pour les appuis régionaux, les pays de la CEMAC ont bénéficié de 58 pour cent des ressources soit une hausse de cinq points par rapport à la programmation initiale.

Graphique 5 : Répartition des ressources par pays

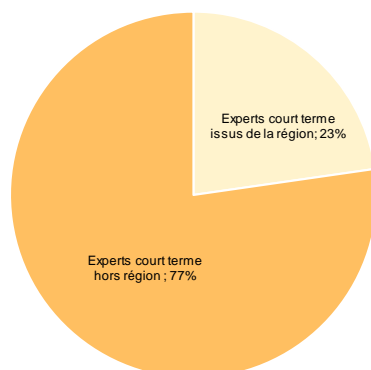
65. La proportion des ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques) est de 44 pour cent (cf. graphique 6). Dans les domaines des statistiques macroéconomiques et finances publiques, cette proportion représente 26 pour cent des ressources utilisées durant le semestre. Quant aux domaines de la gestion de la dette publique et de la régulation et supervision bancaires, ce rapport se chiffre à 30 pour cent des ressources globales utilisées.

Graphique 6 : Répartition des ressources par domaine



66. Au cours du premier semestre, 23 pour cent des experts recrutés par le Centre l'ont été régionalement, conformément à l'objectif de développer le réseau de l'expertise régionale associés aux activités d'AFRITAC Centre (cf. graphique 7). Ce taux témoigne de l'intérêt du Centre de promouvoir l'expertise locale pour une meilleure appropriation des réformes par les pays membres. Cette tendance va se maintenir et s'accroître durant le deuxième semestre de l'année fiscale 2018.

**Graphique 7 : Mobilisation de l'expertise régionale
(En pourcentage des activités)**





Annexe 1 - Cadre Logique 2017-2022 - AFRITAC Centre

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Principaux objectifs par domaine d'activité	Indicateurs de réalisation à la FY 2022	Prérequis à la réalisation des objectifs	Risques
Département des finances publiques	Implémentation de 100% des indicateurs de résultats prévus par le domaine.	<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre.</p> <p>2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes.</p> <p>3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes</p> <p>4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes.</p> <p>5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun.</p> <p>6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p> <p>7. Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>1. Ressources financières insuffisantes pour la conduite de l'ensemble des activités programmées</p> <p>2. Absence de volonté politique et/ou d'engagement ferme dans la conduite des réformes</p> <p>3. Instabilité politique pouvant freiner la mise en œuvre des activités</p>
<p>1- Moderniser les cadres institutionnel et organisationnel, et renforcer les principales fonctions des administrations douanières et fiscales.</p>			
<p>2- Améliorer le cadre légal, la préparation, l'exécution et le contrôle de l'exécution du budget</p>			
<p>3- Assurer une meilleure préparation du budget pour le rendre plus crédible, lisible et aligné sur les politiques publiques.</p>			
Département des statistiques			
<p>4- Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques afin de faciliter la prise de décision en matière de politique économique et améliorer la qualité des comptes nationaux et des statistiques de prix.</p>			

Principaux objectifs par domaine d'activité	Indicateurs de réalisation à la FY 2022	Prérequis à la réalisation des objectifs	Risques
<p>5- Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions et appuyer les pays à améliorer la transparence des statistiques financières.</p>	<p>Mise en œuvre de l'ensemble des indicateurs de résultats prévus par domaine.</p>	<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre.</p> <p>2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes.</p> <p>3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes</p> <p>4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes</p> <p>5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun</p> <p>6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions</p>	<p>1. Ressources financières insuffisantes pour la conduite de l'ensemble des activités programmées</p> <p>2. Absence de volonté politique et d'engagement ferme dans la conduite des réformes</p> <p>3. Instabilité politique pouvant freiner la mise en œuvre des activités</p>
<p>Département des marches monétaires et des capitaux</p>			
<p>6- Prôner une gestion efficace de la dette publique par la modernisation du cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique et le renforcement des capacités d'analyse des pays membres pour la mise en place de stratégies de gestion de la dette à moyen terme.</p>			
<p>7- Améliorer les cadres réglementaire et prudentiel de la supervision bancaire, renforcer les capacités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, promouvoir la mise en application de Bâle II/Bâle III et la comptabilisation en normes IFRS des créances improductives, afin de renforcer la surveillance du secteur financier.</p>			

Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2018									
Objectif du domaine : Moderniser les administrations des revenus pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales									
Objectif 1 : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus									
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Missions d'appui à la rédaction et à la vulgarisation des textes d'application du nouveau Code des douanes CEMAC	Les procédures administratives douanières modernes sont légalement établies	Le nouveau Code Douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	Les administrations douanières des pays membres de la CEMAC n'appliquent pas uniformément les dispositions du Code des Douanes	Aucunes	CEMAC	Organisation Mondiale des Douanes	1. Appui politique pour l'adoption du nouveau Code des Douanes 2. Disponibilité des équipes de la CEMAC	
Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières									
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Missions d'appui à la modernisation des procédures douanières	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	Les procédures douanières sont longues, fastidieuses et coûteuses	Aucunes	GNQ, STP	Organisation mondiale des douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développement	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants 3. Disponibilité des équipes de la CNUCED	

Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2018									
Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières									
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission d'appui à la modernisation des procédures douanières	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	La traçabilité des marchandises et des opérations douanières est renforcée dans les systèmes informatiques	Les principales procédures douanières sont manuelles et leur traçabilité ainsi que celle des marchandises ne sont pas assurées	Aucunes	GNQ	Organisation mondiale des douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développement	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants	
Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire sur le suivi du transit et le contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	Les administrations douanières de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle des régimes dérogatoires	Aucunes	Tous les pays membres	Organisation mondiale des douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développement, CEMAC	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants	
Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Missions d'appui sur le suivi du transit et le contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	Les administrations douanières de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle des régimes dérogatoires	Aucunes	BDI, CMR, COG, GAB, CAF, RDC, TCD,	Organisation Mondiale des Douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développement, CEMAC	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants	

Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Missions d'appui sur la programmation et la conduite des contrôles à posteriori	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des recettes issues des contrôles a posteriori par rapport aux recettes douanières totales est négligeable	Aucunes	CMR, CAF, COG, GAB, TCD	Organisation Mondiale des Douanes, CEMAC	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants	

Objectif 1 : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Missions d'appui à la rédaction et à la vulgarisation des réglementations communautaires	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les nouvelles directives CEMAC sont adoptées, diffusées et effectivement appliquées par tous les pays membres	Les administrations fiscales des pays membres n'appliquent pas uniformément les dispositions de la directive CEMAC sur la TVA/DA	Aucunes	CEMAC	Union Européenne	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants 3. Disponibilité des équipes de la CEMAC	

Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 3 : Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Principales fonctions des administrations fiscales renforcées	Missions d'identification et d'appui à la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	Les procédures de paiement des impôts et taxes sont longues, fastidieuses et coûteuses	Aucunes	GNQ, STP, CAF, COG, TCD		1. Support et engagement des dirigeants 2. Appui politique	
Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Séminaire et missions d'appui sur la programmation et la conduite des contrôles à posteriori	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes fiscaux	Les administrations fiscales de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle basé sur les principaux risques fiscaux	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	Aucunes	CMR, GNQ, STP, CAF, COG, COD, TCD		1. Support et engagement des dirigeants 2. Appui politique	

Gestion des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018								
Objectif du domaine : Promouvoir la bonne gouvernance par une gestion efficace des finances publiques								
Objectif 1 : Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques								
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapas intermédiaires	Pays / Région	Risques	Commentaires
Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC Participer aux séminaires de la CEMAC	Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformités délivrés par la C/CEMAC		Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration Compte rendu des séminaires CEMAC	CEMAC	Transmission des Projets de texte	
Favoriser les Echanges sur les Meilleures Pratiques	Appui à l'organisation de la fonction budgétaire					INTER-REGIONAL		
Favoriser les Echanges sur les Meilleures Pratiques	FOHBAC Réformes de 2 ^{de} génération et Réorganisation des services Budgétaires	Impulsion des Reformes organisationnelles des services budgétaires	Nombre de pays ayant adapté l'organisation des services budgétaires		Identification et justification des Grandes fonctions des services budgétaires	REGIONAL	Disponibilité du pays d'accueil	
	Visite exploratoire en prévision de l'intégration à AFC					STP	Disponibilité et engagement des autorités	
Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basée sur des politiques								
Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances	Identification des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances et respect des procédures par rapport à leur utilisation	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances		Amélioration de la présentation de la loi de finances et ses annexes	RDC	Situation Politique	
Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Elargissement de la couverture du budget au fonds affectés et amélioration de la tutelle financière des organismes publics	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la loi de finances et propositions de rebudgetisation	Amélioration de la documentation budgétaire		Présentation de la loi de finances et de ses annexes	TCD	Situation Politique	

Gestion des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basée sur des politiques

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Risques	Commentaires
Respecter les normes de qualité du processus et des documents budgétaires	Pilotage de la préparation et de l'exécution du budget et les documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire		Disponibilité des instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	CAF	Situation Politique	
Améliorer la qualité des documents budgétaires	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire		Amélioration de la documentation budgétaire	COG	Situation Politique	
Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la loi de Finances	Appui à la préparation du budget	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire		Le projet de loi de finances et ses annexes	GNQ	Disponibilité des autorités	
Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Dernière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des Etablissements Publics	Inventaire des affectations non intégrées dans la loi de finances et propositions de prise en charge	Amélioration de la documentation budgétaire		Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	GAB	Situation Politique	

Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et le contrôle

Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaîne de la dépense et de la dette	Séminaire sur le suivi l'exécution budgétaire et comptable	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18		Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	REGIONAL	Aucun	
Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnancement	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères Prioritaires	Institution du contrôle interne		Plan d'action Ministériel	BDI	Situation politique	

Gestion des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et le contrôle

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapas intermédiaires	Pays / Région	Risques	Commentaires
Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie	Amélioration de la gestion de trésorerie		Production des documents comptables de base, meilleure maîtrise du suivi de la trésorerie	BDI	Situation politique	
Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Appui à la mise en place du contrôle budgétaire dans le cadre de la déconcentration de l'ordonnement	Plan d'action Ministériel	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères Prioritaires		Mise en place du contrôle interne	CMR	Situation Politique	
Régulariser et apurer les comptes d'attente et financiers	Amélioration et fiabilisation des comptes	Plan d'apurement des CIP en 2017	Automatiser l'apurement des opérations anciennes		Les opérations susceptibles d'être prescrites sont régularisées	CMR	Situation Politique	
Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité générale		Production des balances et documents comptables	GNQ	Disponibilité des autorités	
Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes : suivi des instances de paiement	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - méthodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable		Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	TCD	Situation Politique	
Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Production des états comptables	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie		Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	COG	Situation Politique	

Gestion des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités		Taux de mise en œuvre du plan d'action	RCA	Situation Politique	
--	--	--	---	--	--	-----	---------------------	--

Analyse macroéconomique et budgétaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Promouvoir la bonne gouvernance par une gestion efficace des finances publiques

Objectif 1 : Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapas intermédiaires	Pays / Région	Période	Risques	Commentaires
Rationaliser les dépenses à court terme	Mise en place du volet analyse macroéconomique et budgétaire	Les salaires et les effectifs sont compatibles avec les contraintes financières Les dépenses sociales s'améliorent	Masse salariale/PIB Effectifs de la fonction publique/Population Les dépenses d'Education sur le PIB Les dépenses de santé sur PIB		Missions exploratoires	TCD, RCA et 2 pays nouvellement sous-programme	T3 et T4	Aucun	

Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basée sur des politiques

Rendre le budget plus crédible	Séminaire régional	Les prévisions macro budgétaires sont plus crédibles	PEFA PI-1-Dépenses effectives totales PI-2-Composition effective des dépenses PI-3-Recettes effectives			Pays membres d'AFC	T3 à T4	Aucun	
--------------------------------	--------------------	--	---	--	--	--------------------	---------	-------	--

Statistiques Macroéconomiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Appuyer l'élaboration de politiques économiques par des statistiques fiables

Objectif : Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Les comptes nationaux au moins conformes au SCN 1993 sont à jour et publiés	Missions ponctuelles de soutien technique	Les comptes nationaux sont à jour et publiés à temps.	Les comptes définitifs N-2 et provisoires N-1 sont disponibles et publiés en N	Les comptes nationaux ne sont pas à jour. Retards de deux à six ans	Les comptes nationaux sont presque à jour mais leur soutenabilité pose des problèmes	BDI, COG, COD, GAB, GNQ, CAR, TCD	AFRISTAT / WB / BAD	Non disponibilité des comptes nationaux et des données de base	
La mise en place de comptes nationaux trimestriels / Indicateurs économiques infra annuels	Missions ponctuelles de soutien technique	Les comptes nationaux trimestriels / indicateurs économiques infra annuels sont disponibles	-Deux pays sur huit disposent de comptes nationaux trimestriels. -Deux autres pays disposent d'indicateurs économiques infra annuels	-Deux pays sur huit disposent de comptes nationaux trimestriels -Des indicateurs infra annuels font défaut	Deux autres pays disposent d'indicateurs infra annuels	BDI, CMR, COG, COD, GAB, GNQ, CAR, TCD		Non disponibilité des comptes nationaux et des données de base	

Statistiques Macroéconomiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif : Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes Intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Séminaire	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants			BDI, CMR, COG, COD, GAB, GNQ, CAR, TCD, STP		Non disponibilité des comptes nationaux	

Statistiques des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018								
Objectif du domaine : Favoriser des politiques fiscales et budgétaires cohérentes par des statistiques financières harmonisées								
Objectif 1: Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décisions								
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Améliorer le cadre juridique et institutionnel des SFP aux normes statistiques	Les pays de l'espace CEMAC sont entrain de transposer la Directive CEMAC du TOFE dans leurs lois nationales ; Les pays non-CEMAC se serviront des arrêtés ministériels pour régir le TOFE	Décrets-lois ou Arrêtés ministériels régissant la collecte des données-source et l'élaboration des SFP	Chaque pays-membre d'AFC a une législation garantissant la collecte des données-source et l'élaboration des SFP	Les cadres juridiques de gestion des finances publiques existant.	RDC ; R. du Congo ; Cameroun ; Guinée Equatoriale ; RCA ; Sao Tomé et Principe	Cadres des Ministère des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques)	A. De faibles capacités en SFP des cadres des pays-membres ; B. Des réformes en comptabilité publique moins avancées C. Moins de volonté politique pour adopter une gestion des finances publiques plus sophistiquée (dont la base des droits constatés)	
Améliorer la capacité du personnel sur le retraitement des données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des SFP	Les données-source aux SFP devraient une balance générale des comptes, et au cas échéant, des exécutions budgétaires et autres comptabilités auxiliaires (sur une base des droits constatés)	Des appuis et formations sur place ou séminaires régionaux des cadres en charge de l'élaboration des SFP	Le nombre des cadres des pays-membre sont à même de produire des données-source fiables et vérifiables	Les cadres des pays-membres qui sont généralement des comptables ou économistes qualifiés	Tous les pays-membres			
Compiler les SFP en utilisant la classification, la couverture et le champ, la sectorisation et la base d'enregistrement appropriée et conforme au <i>MSFP 2014</i>	La méthodologie du <i>MSFP 2014</i> vise à harmoniser les SFP produites par chaque pays (en termes de procédure d'élaboration et formats) afin de pouvoir les comparer		Les TOFE des pays-membres sont élaborés selon méthodologie du <i>MSFP 2014</i>	Le TOFE actuel sur base du <i>MSFP 2014</i> , et ne couvrant que l'Administration Centrale Budgétaire dans la plupart des cas				
Compiler et diffuser les statistiques à fréquence infra-annuelle en interne et/ou au grand public	Les SFP produites devraient être publiées pour servir non seulement aux analyses au sein du Ministère, mais aussi aux fins de transparence envers le grand public		Les TOFE actuels (base infra-annuelle ou annuelle) ne sont pas diffusés					

Statistiques des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 1 : Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décisions

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Documenter les procédures opérationnelles de la compilation et/ou la diffusion des SFP	La procédure de collecte et d'élaboration du TOFE devrait être documentée pour servir à tous ceux qui sont impliqués.		Des manuels de procédures-guide de collecte et d'élaboration du TOFE	Le seul guide est actuellement le <i>MSFP 1986</i> .				
Compiler et diffuser les statistiques à fréquence infra-annuelle en interne et/ou au grand public	Les SFP produites devraient être publiées pour servir non seulement aux analyses au sein du Ministère, mais aussi aux fins de transparence envers le grand public	Des appuis et formations sur place ou séminaires régionaux des cadres en charge de l'élaboration des SFP	Les TOFE des pays-membres sont élaborés selon méthodologie du <i>MSFP 2014</i>	Les TOFE actuels (base infra-annuelle ou annuelle) ne sont pas diffusés	Tous les pays-membres	Cadres des Ministère des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques)		
Documenter les procédures opérationnelles de la compilation et/ou la diffusion des SFP	La procédure de collecte et d'élaboration du TOFE devrait être documentée pour servir à tous ceux qui sont impliqués.	Des appuis et formations sur place ou séminaires régionaux des cadres en charge de l'élaboration des SFP	Des manuels de procédures-guide de collecte et d'élaboration du TOFE	Le seul guide est actuellement le <i>MSFP 1986</i> .	Tous les pays-membres	Cadres des Ministère des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques)		

Objectif 2 : Améliorer la transparence des statistiques financières pour la prise de décision grâce à une diffusion renforcée via les initiatives de normalisation des données du Fonds

Appuyer les pays-membres à participer au GDDS (ou à mettre à jour les métadonnées GDDS).	GDDS vise à encourager les pays-membres à diffuser au public des statistiques financières complètes, accessibles et fiables	Des métadonnées actualisées, pour la participation au GDDS	Au moins trois des 9 pays-membres participent au GDDS	Actuellement aucun pays-membre ne participe au GDDS (SFP).	Burundi, Gabon, R. Congo	Cadres des Ministère des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Département des Statistiques du FMI	La disponibilité des données-source fiables	
--	---	--	---	--	--------------------------	--	---	--

Gestion de la Dette Publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Contribuer à la croissance économique par une meilleure gestion de la dette

Objectif 1 : Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT), réduire le coût et les risques liés à la dette publique et développer le marché intérieur des titres publics

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Formuler et appuyer la mise en œuvre d'une SDMT qui favorise un financement durable et améliore la qualité du portefeuille de prêts.	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de stratégie à moyen terme pour la gestion de la dette et le choix des instruments de financement ; - Le suivi du portefeuille de prêts n'est pas exprimé à travers des indicateurs standards ; 	1.1. Renforcer les capacités des gestionnaires de la dette sur le cadre et l'outil quantitatif SDMT qui prépare les gestionnaires de la dette à mieux identifier et gérer les risques liés à la dette.	<ul style="list-style-type: none"> - Préparer l'exportation de la base de données des prêts vers l'outil MTDS ; - Calculer les indicateurs standards du portefeuille de dette ; - Maîtriser les 8 étapes recommandées pour la SDMT ; 	Rapports d'AT, Règlement CEAC sur la politique d'endettement et directives FMI/BM pour la gestion de la dette publique	Base de données fiable	Burundi, Congo, RDC, Tchad	-	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet	

Gestion de la Dette Publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette, réduire le coût et les risques et développer le marché intérieur des titres publics

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Développer l'analyse des risques liés au portefeuille de la dette dans les activités périodiques réalisées par les gestionnaires de la dette ;	La gestion des risques liés au portefeuille de dette n'est pas intégrée dans les activités courantes de la dette ;	2.1. Mettre en place un cadre efficace d'analyse des risques ;	Utilisation effective du cadre de gestion des risques et suivi des résultats obtenus ;	Rapports d'AT, et directives FMI/BM pour la gestion de la dette publique	Base de données fiables	Cameroon et RCA	-	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet	
AT sur le reporting de la dette	Le rapport annuel de la dette n'est pas produit ou il est de mauvaise qualité	2.2. Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	- Production d'un rapport annuel de la dette -Production de bulletin trimestriel de la dette	Rapports d'AT	Base de données de la dette fiable	Burundi, Tchad, RCA, RDC	CNUCED	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet	

Gestion de la Dette Publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 3 : Analyser la viabilité de la dette, la dynamique et les risques courus pour informer les autorités fiscales

Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette dans le domaine de l'AVD	Absence d'AVD réalisée de manière autonome par les autorités	3.1. Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil AVD.	Produire de manière autonome et au moins une fois par an une AVD ;	Rapports d'AT	Base de données de la dette fiable	Régional , Gabon	Division SPR au siège	- Soutien et engagement du personnel - Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet	
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires

Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur

Développer le marché intérieur de la dette dans la zone CEMAC	- Le marché intérieur n'est pas profond ; - Le marché secondaire est inexistant ;	4.1. Développement du marché secondaire	Elaborer le cadre juridique de la titrisation de la dette	Demande des autorités et rapport d'AT	-	BEAC		Risque politique : volonté des autorités de la CEMAC à mettre en place les réformes identifiées	
---	--	---	---	---------------------------------------	---	------	--	---	--

Gestion de la Dette Publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur

Lancer le marché intérieur des titres publics en RDC et assurer son développement	Le marché intérieur de la dette est inexistant ;	4.2. Standardisation des instruments et des pratiques d'émission des titres publics ;	Un mode opératoire pour le fonctionnement du marché est élaboré en 2017 ;	Demande des autorités et dispositions de la LF 2016	-	RDC	BCC	Risque politique : volonté des autorités de la RDC à publier les textes préparés	
		4.3. Mise en œuvre du processus d'émission des titres publics ;	Les règles de fonctionnement du marché primaire sont mises en œuvre en 2017 ;						

Gestion de la Dette Publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 5 : Développer le marché des Sukuk en tant que financement à long terme des infrastructures, réduire les coûts et les risques de la dette publique et accroître la capacité et le choix de financement

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Accompagner les autorités tchadiennes dans le processus d'émission des Sukuk	<ul style="list-style-type: none"> - Les Sukuk ne sont pas utilisés comme instrument de mobilisation des financements de long terme ; - Absence de cadre juridique pour l'émission des Sukuk 	5.1. Elaborer une feuille de route conduisant à l'émission des Sukuk	<ul style="list-style-type: none"> - Identification et hiérarchisation des projets de développement du gouvernement sur une période de trois à cinq ans - Description des actifs publics existants pouvant servir de sous-jacent pour Sukuk 	Orientations des autorités pour développer la finance islamique	-	Tchad		Risque politique : volonté des autorités tchadiennes à mettre en place la feuille de route préparée ;	

Gestion de la Dette Publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 6 : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette en vue d'améliorer la capacité du gouvernement à gérer efficacement la dette publique

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Moderniser le cadre juridique, organisationnel et institutionnel de gestion de la dette	L'autorité unique n'est pas instaurée ; Absence d'une structure de coordination des activités de la dette ; Les services de gestion de la dette ne sont pas organisés sur une base fonctionnelle ; Absence d'un manuel de procédures de gestion de la dette ;	6.1. Réviser le cadre juridique de la dette ;	Etablir un plan d'action pour la réforme du cadre juridique, organisationnel et institutionnel de gestion de la dette	Demande des autorités ; Rapport d'AT de septembre 2015	-	RCA	-	Risque politique : volonté des autorités à mettre en place le plan d'action des réformes préparées ;	
		6.2. Moderniser le cadre organisationnel et institutionnel de la dette et							
		6.3. Dynamiser le comité de coordination des activités de la dette ;							
Evaluer les besoins d'assistance technique en gestion de la dette	STP sera couvert par l'AFC à partir de 2018	7.1. Evaluer les procédures de gestion de la dette	Etablir un plan d'action pour les réformes à mettre en place ;	Décision du CDO d'AFC (18 ^{ème} réunion)	-	STP	-	- Soutien et engagement du personnel ;	
		7.2. Evaluer les besoins en AT	Identifier l'AT à fournir par l'AFC						

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018									
Objectif du domaine : Renforcer la stabilité financière par un cadre robuste de réglementation et de supervision bancaires									
Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales									
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires.	Détermination des travaux d'assistance technique à effectuer, planification du projet	La COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, programme détaillé du projet		1 ^e étape 05/2017	CEMAC	COBAC	Complexité du projet. Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX
Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires.	(iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé.	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, supports de formation		2 ^e étape 1/2018	CEMAC	COBAC	Complexité du projet. Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques	(i) Proposer un cadre de renforcement de la fonction de veille réglementaire. (ii) Proposer un cadre de gestion rénové des textes réglementaires relatifs à la supervision bancaire (iii) Etablir le cahier des charges d'un contrat de prestation de services avec un avocat-conseil	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) dispose d'une feuille de route pour renforcer la rigueur de ses processus internes de gestion.	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire et la gestion des textes réglementaires, canevas de cahier des charges (à finaliser par la COBAC)		1 ^e étape 07/2017	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques	(iv) Proposer un canevas de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté.	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC. Projet à poursuivre en FY2019	Rapport de mission, canevas de procédure (à finaliser par la COBAC)		2 ^e étape 03/2018	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile	(i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre d'agrément pour la nouvelle catégorie d'établissements de paiement	Le diagnostic des besoins d'AT est effectué. Une révision du cadre d'agrément pour la nouvelle catégorie d'établissements est proposée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission. Proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet (à finaliser par la COBAC).		1 ^e étape 10/2017	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX
Révision de la réglementation prudentielle relative aux établissements de microfinance	Réviser la réglementation existante et proposer des évolutions réglementaires adaptées au profil de risque des établissements de microfinance	Un canevas est proposé à la COBAC pour aménager le cadre réglementaire de la supervision prudentielle du secteur de la microfinance	Rapport de mission. Propositions de modifications réglementaires (à finaliser par la COBAC)		08/2017	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC.	LTX solo

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Révision de la réglementation relative à l'agrément des établissements, des dirigeants et des commissaires aux comptes	Première mission (sur deux). Revue de la réglementation existante, Proposition de modifications du cadre réglementaire relatif à l'agrément	La BCC peut finaliser les évolutions réglementaires relatives à l'agrément	Rapport de mission. Relevé des propositions de modification de la réglementation		03/2018	RDC	BCC	Possible manque de disponibilité de la BCC. Levée de la suspension des missions sur place	Projet pluriannuel. STX
Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC	Evaluation des enjeux pour la supervision. Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission		12/2017	SAO TOME E PRINCIPE	BCSTP	Possible manque de disponibilité de la BCSTP. Difficulté de communication et d'analyse de l'information (langue officielle : portugais)	Mission de lancement de deux semaines. STP sera rattaché à l'AFC à partir de 11/2017 (phase III) LTX solo

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 2 : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dans les banques (ou un autre sujet relatif à la SBR)	Présenter les orientations pratiques de la supervision basée sur les risques de la LCB-FT, adaptées pour l'Afrique centrale à partir des recommandations récentes du GAFI (autre sujet possible)	Définition d'une "feuille de route" générale pour l'ajustement des modalités de supervision des autorités	Support de présentation, rapport de mission		05/2017	CEMAC BURUNDI RDC	COBAC BRB BCC	Indisponibilité du STX	Avis préalable de LEG à obtenir STX
Séminaire inter-régional commun avec AFW sur la méthodologie de supervision basée sur les risques en matière de risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du risque de crédit et les orientations méthodologiques de supervision et de contrôle	Définition d'une "feuille de route" générale pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Support de présentation, rapport de mission		01/2018	CEMAC BURUNDI RDC	COBAC BRB BCC	Indisponibilité du STX	STX

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 2 : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Evaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.	Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (DCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, recommandations		04/2018	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018									
Objectif 2 : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire									
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Formation des superviseurs nouvellement recrutés à la supervision basée sur les risques	Formation de base couvrant (i) les principes fondamentaux du Comité de Bâle (l'approche de supervision basée sur les risques) et (ii) le contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont reçu une formation adaptée à la supervision basée sur les risques	Rapport de mission, support de formation		07/2017	RDC	BCC	Possible manque de disponibilité de la BCC. Indisponibilité du STX. Levée de la suspension des missions sur place	Mission pouvant en partie être délocalisée à Libreville, Gabon, pour compenser la suspension des missions sur place en RDC (une semaine, sur les BCP). STX
Objectif 3 : S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier									
Réformer la réglementation relative à la liquidité (transposer Bâle III)	Finaliser le projet de LCR engagé en FY 2017 (prise en compte de l'étude d'impact). Prolonger le projet "liquidité Bâle III" : élaborer un ratio prudentiel relatif à la transformation, à partir du NSFR	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission, canevas de règlement (à finaliser par la BRB)		09/2017	BURUNDI	BRB	Possible manque de disponibilité de la BRB. Indisponibilité du STX. Levée de la suspension des missions sur place.	Mission pouvant être remplacée par un atelier d'une semaine délocalisé à Libreville, Gabon, pour compenser la suspension des missions sur place au Burundi

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018									
Objectif 3 : S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier									
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Réformer la réglementation relative à la liquidité (transposer Bâle III)	2 ^{ème} mission. Finaliser le NSFR. Réviser les règles de gestion du risque de liquidité. Former les superviseurs.	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB. Superviseurs formés	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement (à finaliser par la BRB)		02/2018	BURUNDI	BRB	Possible manque de disponibilité de la BRB. Indisponibilité du STX. Levée de la suspension des missions sur place.	Mission pouvant être remplacée par un atelier d'une semaine délocalisé à Libreville, Gabon, pour compenser la suspension des missions sur place au Burundi STX
Objectif 4 : Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement									
Convertir les états comptables et prudentiels remis par les banques aux normes IFRS	Achever le projet réactivé en 2016 par l'AFC en recentrant l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandations		10/2017	RDC	BCC	Complexité du projet. Risque de manque de disponibilité de la BCC. Indisponibilité du STX. Levée de la suspension des missions sur place.	Mission pouvant être en partie remplacée par un atelier d'une semaine organisé à Libreville, Gabon, pour compenser la suspension des missions sur place en RDC. STX



ANNEXE 2
ACTIVITES PROGRAMMEES / REALISEES PAR PAYS
MAI à OCTOBRE 2017 – ANNEE FISCALE 2018
(En nombre d'activités)

Pays/Région/Séminaire	Mai à Octobre 2017			Année fiscale 2018		
	Activités prévues	Réalisation	Taux de réalisation	Activités prévues	Réalisation	Taux de réalisation ¹
	(en nombre)	(en pourcentage)	(en pourcentage)	(en nombre)	(en pourcentage)	(en pourcentage)
BURUNDI	3	0	0	11	3	27
CAMEROUN	2	2	100	8	7	88
CONGO	7	2	29	10	10	100
GABON	8	7	88	12	16	133
GUINEE-EQUATORIALE	5	3	60	6	8	133
RCA	7	5	71	17	16	94
RDC	10	5	50	14	13	93
STP	3	3	100	9	10	111
TCHAD	7	8	114	13	15	115
Institutions Régionales	9	9	100	13	11	85
Séminaires Régionaux	2	3	150	11	12	109
Formations et autres activités	3	5	167	6	13	217
Total général	66	52	79	130	134	103
Pays fragiles²	37	23	62	74	67	91
Pays de la CEMAC³	36	27	75	66	74	112

¹ Projections de clôture au 20 mars 2018

² Burundi, République du Congo, RCA, RDC Sao Tomé et Principe et Tchad

³ Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RCA et Tchad



ANNEXE 2
ACTIVITES PROGRAMMEES / REALISEES PAR DOMAINE
MAI à OCTOBRE 2017 – ANNEE FISCALE 2018
(En nombre d'activités)

Domaine	Mai à Octobre 2017			Année fiscale 2018		
	Activités prévues	Réalisation	Taux de réalisation	Activités prévues	Réalisation	Taux de réalisation ⁴
	(en nombre)	(en nombre)	(en pourcentage)	(en nombre)	(en nombre)	(en pourcentage)
Administration douanière	8	4	50	14	15	107
Administration fiscale	10	7	70	22	23	105
Analyse et prévisions macrobudgétaires	N/A	N/A	N/A	6	6	100
Gestion des finances publiques	12	14	117	16	23	144
Gestion de la dette publique	8	5	63	18	17	94
Régulation et supervision bancaires	11	9	82	19	19	100
Statistiques macroéconomiques	8	8	100	21	16	76
Statistiques des finances publiques	9	5	56	14	15	107
Total général	66	52	79	130	134	103

⁴ Projections de clôture au 20 mars 2018



ANNEXE 3
RESSOURCES PROGRAMMEES / UTILISEES PAR PAYS
MAI à OCTOBRE 2017 – ANNEE FISCALE 2018
(En personnes semaines)

Pays/Région/Séminaire	Mai à Octobre 2017					Année fiscale 2018			
	Ressources programmées				Réalisation	Taux de réalisation	Ressources programmées	Réalisation projetée au 30 avril 2018	Taux de réalisation¹
	Conseillers Résidents		Experts court terme	Total					
	Siège	Site							
	(en personnes semaines)					(en %)	(en personnes semaines)		(en %)
BURUNDI	5,5	4,0	6,0	15,5	0,0	0,0	45,5	8,5	18,7
CAMEROUN	2,5	2,0	4,0	8,5	10,0	117,6	31,0	29,0	93,5
CONGO	10,0	10,0	7,0	27,0	7,5	27,8	37,0	42,5	114,9
GABON	11,0	4,0	10,0	25,0	24,5	98,0	38,0	52,0	136,8
GUINEE-EQUATORIALE	7,0	7,0	5,0	19,0	8,5	44,7	22,0	22,5	102,3
RCA	6,3	10,0	8,0	24,3	15,5	63,9	59,5	56,3	94,6
RDC	9,5	12,0	16,0	37,5	24,0	64,0	54,0	53,5	99,1
STP	5,5	6,0	2,0	13,5	6,0	44,4	26,0	23,5	90,4
TCHAD	7,5	10,0	9,0	26,5	29,0	109,4	51,5	53,0	102,9
Institutions Régionales	10,5	15,5	10,0	36,0	27,5	76,4	50,0	41,0	82,0
Séminaires Régionaux	8,0	5,0	4,5	17,5	9,5	54,3	56,0	53,5	95,5
Total général	83,3	85,5	81,5	250,3	162,0	64,7	470,5	435,3	92,5
Pays fragiles²	44,3	52,0	48,0	144,3	82,0	56,8	273,5	237,3	86,8
Pays de la CEMAC³	44,3	43,0	43,0	130,3	95,0	72,9	239,0	255,3	106,8

¹ Projections de clôture au 20 mars 2018

² Burundi, République du Congo, RCA, RDC Sao Tomé et Príncipe et Tchad

³ Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RCA et Tchad



ANNEXE 3
RESSOURCES PROGRAMMEES / UTILISEES PAR DOMAINE
MAI à OCTOBRE 2017 – ANNEE FISCALE 2018
(En personnes semaines)

Domaine	Mai à Octobre 2017						Année fiscale 2018		
	Ressources programmées				Réalisation	Taux de réalisation	Ressources programmées	Réalisation projetée au 30 avril 2018	Taux de réalisation⁴
	Conseillers Résidents		Experts courts terme	Total					
	Siège	Site							
	(en personnes semaines)						(en %)	(en personnes semaines)	
Administration douanière	3,8	0,0	15,0	18,8	10,0	53,3	32,5	37,8	116,3
Administration fiscale	6,0	7,0	7,0	20,0	16,5	82,5	44,5	50,5	113,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,0	23,5	83,9
Gestion des finances publiques	33,0	29,0	16,0	78,0	46,0	59,0	100,0	97,0	97,0
Gestion de la dette publique	9,5	14,0	6,5	30,0	16,5	55,0	63,5	59,5	93,7
Régulation et supervision bancaires	8,5	14,5	16,0	39,0	32,0	82,1	69,0	61,0	88,4
Statistiques macroéconomiques	7,5	9,0	6,0	22,5	19,0	84,4	70,0	46,0	65,7
Statistiques des finances publiques	15,0	12,0	15,0	42,0	22,0	52,4	63,0	60,0	95,2
Total général	83,3	85,5	81,5	250,3	162,0	64,7	470,5	435,3	92,5

⁴ Projections de clôture au 20 mars 2018

ANNEXE 4
Suivi de l'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2018 au 31 octobre 2017 par pays

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
												Prévues				Utilisées					
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site			Bureau	Site																
BURUNDI	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Octobre 2017	T3				0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre. Annulé par le pays.
BURUNDI	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Avril 2018					0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre annulé.
BURUNDI	Gestion des finances publiques	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères ordonnateurs de budgets	Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Plan d'action ministériel	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères prioritaires	Institution du contrôle interne	T3	Novembre 2017	T4	Mars 2018	TOURE		2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Atelier technique délocalisé à organiser au siège d'AFRITAC Centre
BURUNDI	Gestion des finances publiques	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Production des documents comptables de base, meilleure maîtrise du suivi de la trésorerie	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie	Amélioration de la gestion de trésorerie	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 3-7, 2017	KOBOU, ROUMEGAS, TURENNE		2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
BURUNDI	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	Juillet 2017					1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays
BURUNDI	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletins et rapports de la dette	T4	Mars 2018					0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays
BURUNDI	Régulation et supervision bancaires	Formation à la supervision du contrôle interne et de la gestion des risques	Former des superviseurs-relais dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques	Support de présentation, rapport de mission	La BRB est en capacité de former les banques et de les superviser, dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques (nouvelle réglementation)	Support de présentation, rapport de mission	T3	Novembre 13-24, 2017	T4	Avril 23-27, 2018	Alexis BOHER		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	NOUVEAU Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BRB sur ce thème prioritaire pour la BRB. Prévue pour être réalisée du 13 au 24 novembre 2017, elle a été repoussée en raison de la suspension des missions, délocalisée à Libreville et réduite à une semaine.
BURUNDI	Régulation et supervision bancaires	Renforcement des capacités de contrôle sur pièces à la détection précoce des difficultés individuelles des banques	Former les superviseurs à la méthodologie de détection précoce des difficultés individuelles des banques	Support de présentation, rapport de mission	La BRB est en mesure de développer de nouvelles méthodes de travail plus efficaces	Support de présentation, rapport de mission	T4	Mars 5-16, 2018	T4	Mars 12-16, 2018	Jean-Charles NORMAND, Alexis BOHER		1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Le thème de la mission a été modifié à la demande de la BRB afin de traiter l'un des besoins prioritaires exprimés par la BRB après le CDO. En raison de la suspension des missions sur place, l'atelier a été délocalisé à Libreville et réduit à une semaine.
BURUNDI	Régulation et supervision bancaires	Réformer la réglementation relative à la liquidité	Suite du projet engagé en FY 2017 (LCR/Bâle III). (i) Achever la transposition du LCR : finaliser le projet de ratio (prise en compte de l'étude d'impact).	Rapport de mission. Validation du projet de règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme.	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Validation du projet de règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme.	T3	Novembre 20-24, 2017	T3	Novembre 20-24, 2017	Sophie IMANI POINSOT, Alexis BOHER		0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	3,0	La mission a été délocalisée à Libreville, en raison de la suspension des missions, à la même date, et le LTX y a participé de ce fait.
BURUNDI	Statistiques macroéconomiques	Appui à la préparation des burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données	Formation des cadres	Nombre de personnes formées aux comptes	T3	Janvier 8-19, 2018					2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
BURUNDI	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux trimestriels.	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande) : T1 2005 - T4 2015.	Une série de postes nationaux trimestriels est disponible	Les comptables nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	Mars 5-16, 2018					1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
BURUNDI	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	Octobre 2017					2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée au profit de la RDC.
CAMEROUN	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T3	Novembre 2017	T1	Juin 19-30, 2017	MATTEI		0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CAMEROUN	Administration fiscale	Mission STX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	Juillet 2017	T3	Novembre 2017	MADEC		0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CAMEROUN	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Janvier 2018	T2	Septembre 20 - Octobre 03, 2017	BAZAHICA		0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation à la mission du département des finances publiques du FMI.
CAMEROUN	Gestion des finances publiques	Amélioration et fiabilisation des comptes	Régulariser et apurer les comptes d'attente et financiers	Plan d'apurement des CIP en 2017	Automatiser l'apurement des opérations anciennes	Les opérations susceptibles d'être prescrites sont régularisées	T1	Mai 2017	T1	Mai 15-26, 2017	PICARD, ROUMEGAS		2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	4,0	5,0	

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Bureau	Site	ECT	Total	Bureau	Site	ECT	Total	
CAMEROUN	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Evaluation des travaux sur les risques macro-budgétaires et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire ainsi que de l'identification et du suivi des risques budgétaires	Autonomie des risques macrobudgétaires et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T3	Décembre 2017	T4	Mars 05-16, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
CAMEROUN	Gestion de la dette publique	Assistance/formation sur l'utilisation des produits dérivés	Renforcement des capacités des agents de gestion de la dette sur l'utilisation des produits dérivés dans la couverture des risques financiers liés au portefeuille de la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont formés sur les préalables à l'utilisation des produits dérivés en gestion de la dette ainsi que les mécanismes et les enjeux liés à leur utilisation.	Préalables identifiés et nombre de cadres formés.	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018		0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	1,5	1,5	4,0	Appropriation des techniques de couverture des risques financiers
CAMEROUN	Statistiques macroéconomiques	Finalisation des travaux sur les indicateurs / Travaux améliorant les comptes nationaux	Faibiliser les données de comptabilité nationale	Publications à jour	Comptes nationaux à jour	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	Avril 2018				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité en réserve annulée.
CAMEROUN	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11-UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T3	Novembre 2017	T3	Novembre 6-17, 2017	MARIE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Juillet 2017	T1	Jun 26-Juillet 07, 2017	CLAUSTRES	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CONGO	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Octobre 2017	T3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
CONGO	Gestion des finances publiques	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Améliorer la qualité des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Amélioration de la documentation budgétaire	T2	Septembre 2011	T3	Novembre 2017	TOURE, KOBOU	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	Gestion des finances publiques	Production des états comptables	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T1	Juillet 2017	T3	Novembre 2017	TURENNE, ROUMEGAS	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Formation PPF et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Supports de cours et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission			T4	Mars 2018	KAMGNA	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Mission back to Back avec une mission d'ICD sur la formation en Programmation et Politiques Financières (PPF).
CONGO	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au cadre analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document de SDMT pays.	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	SOLTANI, SCIPIONI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'outil SDMT
CONGO	Gestion de la dette publique	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Réviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel.	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;	T3	Janvier 2018	T3	Janvier 2018	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Une feuille de route est préparée et les textes sont révisés. Le CNDP est réactif.
CONGO	Gestion de la dette publique	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Réviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel.	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;			T4	Mars 2018	SOLTANI, STX	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Nouvelle Activité - Mars 2018
CONGO	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 4-15, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
CONGO	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017	T4	Avril 2018	STX	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.
CONGO	Statistiques macroéconomiques	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008 et formation au SCN 2008 lié aux nomenclatures.	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018				2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
CONGO	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11-UEAC-190-CM-22)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2015	TOFEs 2013-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Aout 2017	T2	Septembre 25- Octobre 06, 2017	GAHIZI, MARIE	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GABON	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T2	Aout 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement			T4	Mars 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité. Remplace celle de la RCA au T3.

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT		Bureau		Site		
Bureau	Site	ECT	Total	Bureau	Site	ECT	Total													
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-14, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Novembre 2017	T2	Août 1-11, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation à la mission du département des finances publiques du FMI.
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T4	Février 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
GABON	Administration fiscale	Mission STX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Octobre 2017	T4	Mars 2018	JARRY-BOUABID	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T4	Avril 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
GABON	Gestion des finances publiques	Mission FAD au GABON	Améliorer la surveillance financière des établissements et entreprises publiques					T1	Mai 9-19, 2017		TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0	
GABON	Gestion des finances publiques	Dernière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des Etablissements Publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventory des affectations non intégrées dans la loi de finances et propositions de prise en charge	Amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	Juin 2017	T1	Juillet 3-14, 2017	TOURE, DEHOVE	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Création d'un nouveau compte d'affectation spéciale
GABON	Gestion des finances publiques	Travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1			T4	Mars 2018	LMIMOUNI, WAZOUMI	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	4,0	6,0	
GABON	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement des capacités du Comité technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T3	Novembre 2017	T3	Janvier 08-19, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
GABON	Gestion de la dette publique	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette MAC-DSA	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil MAC-DSA. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaire et de gestion de la dette.	Support de formation sur les concepts et l'outil d'AVD.	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T3	Novembre 2017	T2	Octobre 2-6, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Réalisation d'une analyse de viabilité de la dette avec l'outil AVD-PAM.
GABON	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T1	Mai 2017	T1	Mai 30-Juin 9, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
GABON	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées			T1	Juillet 24-Août 4, 2017	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Activité ajoutée au cours de l'année fiscale 2018.
GABON	Statistiques macroéconomiques	Calcul des indicateurs économiques IPI, IPP, etc.	Mise en place des indicateurs économiques pour les comptes nationaux	Indicateurs IPI, IPP, etc.	Reprise du calcul de l'IPI et l'IPP	Nombre de personnes formées	T2	Août 2017	T4	Mars 2018	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Activité maintenue en mars 2018.
GABON	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CH-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Octobre 2017	T3	Janvier 15-26, 2018	GAHIZI, MARIE	3,0	0,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Administration douanière	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T2	Août 2017	T3	Novembre 2017	EURAN GRAHAM	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GUINEE-EQUATORIALE	Administration douanière	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale			T4	Avril 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité.

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Bureau		Site		Bureau		Site		
GUINEE-EQUATORIALE	Administration fiscale	Mission LTX/STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	août 14-25, 2017	T2	août 14-25, 2017	ACEDO, BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des finances publiques	Appui à la préparation du budget	Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la loi de Finances	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Le projet de loi de finances et ses annexes	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 23-27, 2017	TURENNE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Cette mission a été transformée en mission exploratoire afin de recenser les besoins d'assistance technique à intégrer au programme d'AFC.
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des finances publiques	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité générale	Production des balances et documents comptables	T1	Juillet 2017				2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Août 2017	T4	Février 2018	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T1	Juillet 2017	T3	Décembre 2017	ZARCO, CASTRILLON	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T4	Février 2018	T4	Avril 2-6, 2018	ZARCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
RCA	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Septembre 2017	T3	Novembre 2017	CLAUSTRES	0,3	0,0	2,0	2,3	0,3	0,0	2,0	2,3	
RCA	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	Décembre 2017				0,3	0,0	2,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée. Ressources à réaffecter pour une activité au Gabon en Mars 2018.
RCA	Administration fiscale	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Aout 2017	T1	Mai 22-30, 2017	RAMAROZATOVO	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	1,0	0,0	1,5	
RCA	Administration fiscale	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	Juin 2017	T3	Janvier 2018	PENANJE	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
RCA	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Décembre 2017	T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
RCA	Administration fiscale	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Avril 2018	T4	Avril 2018	RASOANAIVO	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
RCA	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T4	Mars 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
RCA	Gestion des finances publiques	Pilotage de la préparation et de l'exécution du budget et les documents budgétaires	Respecter les normes de qualité du processus et des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Disponibilité des instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 2017	TOURE, YOUGBARE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
RCA	Gestion des finances publiques	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable de l'Etat	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en oeuvre du plan d'action	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 2017	TURENNE, ROUMEGAS	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
RCA	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Formation PPF et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Supports de cours et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T3	Janvier 2018	T4	Février 12-23, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Mission back to Back avec une mission d'ICD sur la formation en Programmation et Politiques Financières (PPF).
RCA	Gestion de la dette publique	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T2	Septembre 2017	T4	Avril 2018	SOLTANI, IBOKLENE	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	1,0	2,0	4,5	Un expert court terme va se joindre à cette activité.
RCA	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	Février 2018	T2	Octobre 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Production d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site													
RCA	Gestion de la dette publique	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	Les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T3	Novembre 2017	T3	Janvier 2018	SOLTANI, STEYLAERS	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le cadre juridique de la dette est révisé.
RCA	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années suivantes	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	Août 2017	T1	Mai 2-12, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
RCA	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2013-2015 sont disponibles	Les comptes nationaux maîtrisent la méthode des comptes provisoires et sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T3	Novembre 2017	T2	Septembre 18-29, 2017	GBOSSA	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
RCA	Statistiques macroéconomiques	Revue de IPI, IPIPI	Mise à jour du calcul des indicateurs	Indicateurs IPI, IPIPI etc.	Reprise du calcul de IPI et IPIPI	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2-13 / 2018	T4	Mars 2018	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.
RCA	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T1	Jun 2017	T1	Jun12-23, 2017	SAWADOGO	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
RCA	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T4	Février 2018	T4	Février 5-16, 2018	GAHIZI	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
RDC	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Jun 2017	T3	Janvier 2018	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
RDC	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/simpôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Février 2018	T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
RDC	Gestion des finances publiques	Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances	Présenter la loi des opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Identification des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances et respect des procédures par rapport à leur utilisation	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	Amélioration de la présentation de la loi de finances et ses annexes	T1	Jullet 2017	T2	Août 01-12, 2017	DEHOVE, YOUNG BARE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	4,0	7,0	
RDC	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics.	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T2	Aout 2017	T3	Novembre 2017	SOLTANI, SCIPIONI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	1,0	1,0	3,5	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
RDC	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T1	Mai 2017	T1	Mai 22-Jun 02, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Production du rapport annuel de gestion de la dette pour l'année 2016 et d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.
RDC	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à compléter les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T4	Avril 2018				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays.
RDC	Régulation et supervision bancaires	Refondre la réglementation prudentielle relative à l'agrément des établissements et des dirigeants	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevas détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (révision des projets, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T4	Février 12-23, 2018	T4	Février 12-23, 2018	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la BCC : révision des instructions relatives à la gestion des risques et à la gouvernance. Le traitement du thème relatif à l'agrément a été engagé mais sera poursuivi en FY 2019. La mission a été délocalisée à Libreville en raison de la suspension des missions, sans changement de durée.
RDC	Régulation et supervision bancaires	Refondre la réglementation prudentielle relative au contrôle interne	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevas détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (révision des projets, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T2	Septembre 4-15, 2017	T1	Jullet 17-28, 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BCC : révision des instructions relatives au contrôle interne et à la gestion des risques. Ce thème étant prioritaire, la formation prévue à cette période a été repoussée.
RDC	Régulation et supervision bancaires	Formation des superviseurs nouvellement recrutés à la supervision basée sur les risques (BCP) et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Formation de base couvrant (i) les principes fondamentaux du Comité de Bâle, les processus de contrôle sur pièces et de contrôle sur place, l'approche de supervision basée sur les risques, (ii) le contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont reçu une formation adaptée aux BCP, à la supervision basée sur les risques et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	T1	Jullet 17-28, 2017	T3	Novembre 27- Décembre, 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	4,0	Cette formation initialement prévue en juillet a été décalée en septembre, suite à la demande de la BCC de réorganisation du programme à la veille du CDO, puis repoussée en novembre en raison de la suspension des missions, délocalisée à Libreville tout en maintenant la durée de deux semaines. Le LTX, initialement non prévu, a participé une semaine.

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																	
RDC	Régulation et supervision bancaires	Former les superviseurs de la BCC à la supervision des banques en normes IFRS	Achever le projet réactivé en 2016 par l'AFIC en recentrant l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.	Support de présentation, rapport de mission, recommandations	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandations	T2	Octobre 16-27, 2017	T4	Avril 2018	(Shamim DJOUNJAN)	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	A CONFIRMER Cette mission, qui doit impérativement se faire sur place, a été repoussée du fait de la suspension des missions, d'octobre 2017 à avril 2018, en accord avec la BCC. (Cette activité sera annulée en cas de maintien de la suspension des missions). Réintégration de mission. Formation des cadres.
RDC	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	STX	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
RDC	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
RDC	Statistiques macroéconomiques	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
RDC	Statistiques macroéconomiques	Séminaire pays STA sur la balance des paiements	Participation du Conseiller	Coordination		L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants			T2	Octobre 2017	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	Activité ajoutée au programme
RDC	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre du MSFP 2014	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFES 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
RDC	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014			T4	Février 2018	MARIE	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Nouvelle activité au profit de la RDC.
SAO TOME ET PRINCEPE	Régulation et supervision bancaires	Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFIC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins en assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFIC	Rapport de mission	Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission	T3	Décembre 04-15, 2017	T3	Décembre 11-15, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	La durée de la mission a été ramenée à une semaine en raison de sa nature exploratoire.
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Administration douanière	Renforcement des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées et largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T3	Aout 2017	T3	Janvier 15-26, 2018	SIQUEIRA	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Administration fiscale	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	Janvier 2018	T3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Administration fiscale	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T4	Février 2018	T3	Novembre 2017	HICKMANN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Administration fiscale	Visite d'immersion professionnelle des cadres au Cap Vert	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	L'administration de Sao Tomé-et-Principe s'est appropriée des meilleures pratiques d'une agence semi-autonome	L'organisation mise en place permet une mise en œuvre efficace des stratégies et réformes			T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité ajoutée en cours d'exercice.
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Gestion des finances publiques	Visite exploratoire en prévision de l'intégration à l'AFIC	Identifier les besoins d'assistance technique	Rapport	Plan d'action		T2	Aout 2017	T2	Septembre 25-30, 2017	TURENNE, TOURE	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Un plan d'action a été élaboré et comporte plusieurs axes : préparation du budget; gestion des investissements, suivi des marchés publics et la gestion de la trésorerie
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Gestion de la dette publique	Evaluation des besoins d'assistance technique en gestion de la dette	Procéder à l'état des lieux de la situation de la gestion de la dette; évaluer les besoins en assistance technique et élaborer un programme d'activités pour répondre à ces besoins	Rapport de mission	Programme d'activités de l'assistance technique qui sera fournie par AFC	Le programme d'assistance technique est élaboré	T4	Février 2018	T3	Décembre 2017	SOLTANI	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	0,0	2,0	Les besoins en AT sont identifiés et un programme d'activités est préparé.
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Statistiques macroéconomiques	Compilation des nationaux	Mission diagnostique sur les comptes nationaux	Feuille de route pour les activités en comptabilité nationale.	Programme de travail	Rapport de mission	T3	Décembre 2017	T3	Janvier 22-26, 2017	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014. 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T1	Juillet 2017	T2	Avril 28 - Septembre 01, 2017	BRANCO	2,0	1,0	1,0	4,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre du MSFP 2014	TOFES 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T2	Octobre 2017	T3	Janvier 2018	BRANCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
TCHAD	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	BOILIL	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site													
TCHAD	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T4	Avril 2018	T4	Février 2018	BOILLI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
TCHAD	Administration fiscale	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-20, 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
TCHAD	Gestion des finances publiques	Élargissement de la couverture du budget au fonds affectés et amélioration de la tutelle financière des organismes publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la loi de finances et propositions de rebudgetisation	Amélioration de la documentation budgétaire	Présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1		T2	Avril 16-28, 2017	DEHOVE, YOUSBARE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	Présentation des opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées.
TCHAD	Gestion des finances publiques	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes / suivi des instances de paiement	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - méthodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 3-7, 2017	KOBOU, ROUMEGAS, TURENNE	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Renforcement des capacités en gestion et documentation comptable de six cadres du Tchad.
TCHAD	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Diagnostic du modèle SIGNET et identification des besoins de la fonction macro budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T4	Février 2018	T3	Janvier 22- Février 03, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
TCHAD	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	Décembre 2017	T3	Novembre 2017	SOLTANI, IBOKLENE	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'outil SDMT
TCHAD	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletins périodique et rapport annuel de la dette	T1	Juin 2017	T1	Juin 5-15, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Production du rapport annuel de gestion de la dette pour l'année 2016 et d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.
TCHAD	Gestion de la dette publique	AT sur l'identification des pré-alables pour l'émission des SUKUK	Assister les autorités à identifier les pré-alables réglementaires, institutionnels et techniques pour l'émission des SUKUK. Former le personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.	Rapport de mission et support de formation;	Les pré-alables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK;	Un plan d'action est élaboré	T3	Décembre 2017	T4	Mars 2018	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Un plan d'actions est préparé.
TCHAD	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	Décembre 2017	T2	Septembre 4-15, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
TCHAD	Statistiques macroéconomiques	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Mise en place des nomenclatures et tables de passage	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2018	T3	Novembre 20 - Décembre 01, 2017	GBOSSA, FOUOKING	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
TCHAD	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Septembre 2017	T3	Octobre 16-27, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
TCHAD	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Mars 12-16, 2017	T4	Mars 2018	GAHIZI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
REGIONAL	Administration douanière	Séminaire sur le suivi des transit et le contrôle à destination des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Guide pratique de suivi des régimes temporaires et de contrôle des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	RAMBURUN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à Libreville.
REGIONAL	Administration fiscale	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières et fiscales	Programmes de contrôles basés sur les principaux risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles douaniers et fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	BAZAHICA	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à Yaoundé.
REGIONAL	Administration fiscale	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
REGIONAL	Gestion des finances publiques	FOHBAC - Renforcement de la fonction budgétaire face aux défis des réformes et des programmes économiques et fiscaux	Favoriser les échanges sur les meilleures pratiques	Identification et justification des grandes fonctions des services budgétaires.	Impulsion des Reformes organisationnelles des services budgétaires	Nombre de pays ayant adapté l'organisation des services budgétaires	T4	Février 2018	T4	Avril 2018	TOURE, TURENNE, MARSCHISET	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	
REGIONAL	Gestion des finances publiques	Séminaire sur le suivi de l'exécution budgétaire et comptable	Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaîne de la dépense et de la dette	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Taux de satisfaction des participants supérieur à 95% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18	T2	Octobre 2017	T3	Novembre 2017	TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	Séminaire régional organisé à Libreville

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																	
REGIONAL	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire de haut niveau d'échanges sur les défis dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomique et budgétaire	Echanger sur les besoins de renforcement des capacités institutionnelles, stratégiques, méthodologiques, et opérationnelles de la fonction macrobudgétaire	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation les acteurs sur les défis de la fonction macrobudgétaire et les axes d'intervention de AFC	Rapport du Séminaire	T4	Février 2018	T4	Avril 23-24, 2018	KAMGNA	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	0,5	1,0	3,5	STX à rechercher Participation d'un macro-fiscaliste de FADM2 et du LTX PFM-budget
REGIONAL	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière d'analyse et de prévision budgétaire	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T3	Décembre 2017	T4	Mars/Avril 2018	KAMGNA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
REGIONAL	Gestion de la dette publique	Atelier régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (département SPR).	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et des nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Support de formation sur les concepts d'AVD et cas pratiques	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont sensibilisés sur les nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Nombre des agents formés et évaluation de l'atelier.	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	SOLTANI	2,5	1,0	1,5	5,0	2,5	1,0	0,0	3,5	Réalisation d'une analyse de viabilité de la dette avec l'outil AVD-PFR
REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des prestataires et des activités de services de paiements	Présenter les standards internationaux et les orientations pratiques de la supervision basée sur les risques en matière de services de paiement dans le système bancaire et financier.	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T2	Septembre 25-29, 2017	T2	Septembre 25-29, 2017	Marc ANDRIES, Alexis BOHER	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-13, 2017	GBOSSA	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Le conseiller résident a préparé la mission mais n'a pu participer au séminaire à cause de la suspension des missions dans le pays hôte du séminaire.
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	Séminaire formation au SCN 2008 - Nomenclatures, Collecte et modèles de traitement des sources	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Modèle de nomenclatures, Méthodes de traitement	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T4	Février 5-9, 2018	T4	Février 5-9, 2018	GBOSSA	2,0	1,0	3,0	6,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Séminaire régional à Malabo
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	Janvier 2018				0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
REGIONAL	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional	Appui à la mise en oeuvre du nouveau cadre d'analyse minimum de la Directive No. 5 du TOFE de la CEMAC; Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014 par le Burundi & la RDC	Des cas pratiques portant sur des parties du TOFE; Actualisation des plans d'action d'adoption du MSFP 2014	Discussion entre les participants et un niveau plus approfondi de maîtrise de la méthodologie du MSFP 2014	Plan d'actions actualisé; TOFE experimental par pays	T4	Avril 2018	T4	Avril 2018	ZARCO, CASRILLON, JABLONSKA, GAHIZI	5,0	1,0	1,0	7,0	2,0	1,0	3,0	6,0	
REGIONAL	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional d'AFRITAC EAST sur les statistiques des finances publiques (Zanzibar)	Appui au Burundi sur la rédaction du Manuel de procédures sur le traitement des PPPs.	Le chapitre (texte) du Burundi du traitement des PPPs dans les SFPs	Une procédure détaillée de traitement des PPPs dans les SFPs.	Un recueil des procédures de traitement des PPPs dans les SFPs (Block de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Est).			T3	Novembre 2017	GAHIZI	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Nouvelle activité à Zanzibar en TANZANIE. Participation du Conseiller Résident.
REGIONAL	Gestion de la dette publique	Séminaire régional LIC DSF							T3	Décembre 2017	SOLTANI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	
REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire LEG										0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Séminaire organisé par le département juridique à Yaoundé pour les pays de la région au mois de février 2018.
INTER-REGIONAL	Gestion des finances publiques	Appui à l'organisation de la fonction budgétaire et comptable	Harmoniser les favoriser les échanges et expériences pays sur les meilleures pratiques	Recommandations	Impulsion ddes réformes organisationnelles		T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	TOURE, TURENNE, DAGGUES	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Séminaire conjoint AFRITAC Centre et AFRITAC Ouest à Abidjan.
INTER-REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire inter-régional commun avec AFW1 sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du risque de crédit et les orientations méthodologiques de supervision et de contrôle	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T3	Janvier 2018	T3	Janvier 22-26, 2018	Alexis BOHER	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Le STX a été recruté par AFW1.
INTER-REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire du CSBAOC sur la supervision sur base consolidée des groupes bancaires	Présenter les standards actuels de la supervision consolidée des groupes bancaires	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T1	Mai 2017	T1	Mai 29-31, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,0	0,5	1,0	1,5	0,0	0,5	1,0	1,5	NOUVEAU La préparation et l'animation de ce séminaire régional organisé par la COBAC ont été ajoutées au programme, à la demande de la COBAC.
BEAC	Gestion de la dette publique	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays visés par la BEAC.	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé.	présentation d'un projet de texte sur la titrisation	T4	Février 2018	T4	Avril 2018	EXPERT	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Un projet de texte a été élaboré.
CEMAC	Administration douanière	Mission STX d'appui à la rédaction des textes d'application du code des douanes	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Projet de textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres.	T2	Octobre 2017	T3	Décembre 2017	CHARLET	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Administration douanière	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres.	T4	Avril 2017	T4	Février 2018	BREMEERSCH	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Administration douanière	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres.			T4	Mars 2018	BREMEERSCH, CHARLET	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Participation de deux experts à la validation des textes d'application du code des douanes de la CEMAC à Libreville

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																	
CEMAC	Administration fiscale	Mission STX d'appui à la rédaction des directives communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Outils didactiques et plan de diffusion des nouvelles directives fiscales CEMAC	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T2	Octobre 2017				0,5	0,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du programme. Ressources à affecter au séminaire douane de février 2018
CEMAC	Administration fiscale	Mission STX d'appui à la vulgarisation des réglementations communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Projet de textes d'application des directives CEMAC sur la TVA/DA	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T4	Avril 2018				0,5	0,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du programme. Ressources à affecter au séminaire impôts de février 2018
CEMAC	Gestion des finances publiques	Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration. Compte rendu des séminaires CEMAC	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformités délivrés par la C/CEMAC	T1	Mai 2017	T1, T2	Mai, Juin, et Octobre 2017	TURENNE, TOURE	4,0	4,0	0,0	8,0	2,0	0,0	0,0	2,0	Observations des textes du Cameroun et de la République du Congo. Deux avis de conformité produits.
CEMAC	Gestion des finances publiques	Participation aux ateliers régionaux de la CEMAC	Participer aux séminaires de la CEMAC	Les communications sont délivrées.	Le renforcement des capacités des cadres et des institutions				T1	Mai, Juin, 2017	TURENNE, TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (1)	1 ^e étape (i) Réviser l'existant, analyser les besoins et déterminer les orientations du projet. (ii) Planification des étapes du projet.	Rapport de mission, relevé des orientations du projet, programme détaillé du projet	La COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, relevé des orientations du projet, programme détaillé du projet	T1	Jun 2017	T2	Jun 01-09, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,5	1,5	1,5	3,5	0,5	1,5	1,5	3,5	
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2 ^e étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, supports de formation	T3	Janvier 2018				0,5	2,0	2,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du fait de l'indisponibilité de la COBAC. La mission sera reprogrammée en FY 2019.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile (1)	1 ^e étape (i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre de supervision pour la nouvelle catégorie d'établissements agréés.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	Une nouvelle catégorie d'établissement est instituée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	T2	Septembre 2017	T2	Octobre 02-06, 2017	Marc ANDRIES, Alexis BOHER	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2 ^e étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, supports de formation	T2	Octobre 16-27, 2017	T2	Octobre 16-27, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la COBAC (précédent thème : révision de la réglementation prudentielle applicable aux IMF). La mission a révisé les projets de modèles d'états financiers consolidés.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer les processus de gestion des procédures internes et de rédaction des textes réglementaires	(i) Proposer un cadre de renforcement de la fonction de veille réglementaire. (ii) Proposer un cadre de gestion et d'élaboration rénové des textes réglementaires relatifs à la supervision bancaire (iii) Proposer un cadre de gestion rénové des procédures internes du SG-COBAC relatives à la supervision bancaire	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire, la gestion des textes réglementaires et la gestion des procédures internes (à finaliser par le SG-COBAC).	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) et le DRE disposent d'une feuille de route pour renforcer la rigueur de leurs processus internes de gestion.	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire, la gestion des textes réglementaires et la gestion des procédures internes (à finaliser par le SG-COBAC).	T1	Mai 08-19, 2017	T1	Mai 08-19, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Le thème de la mission a été recentré, avec l'accord de la COBAC, sur la structuration du processus de gestion des procédures internes relatives à la supervision bancaire.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer les capacités du département juridique en appui aux décisions de la COBAC	Proposer un canevas de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté.	Rapport de mission, canevas de procédure	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC	Rapport de mission, canevas de procédure	T2	Septembre 04-15, 2017	T2	Septembre 04-15, 2017	Pauline de la BOUILLERIE, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Evaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.	Rapport de mission, recommandations	Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (DCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, recommandations	T1	Jun 26 - Juillet 11, 2017	T1	Juillet 02-07, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,5	2,5	6,0	1,0	1,0	0,0	2,0	La mission a porté uniquement sur le DMF (microfinance) et n'a pas porté sur le DCP (banques), malgré plusieurs tentatives de replanification de cette partie, en raison de l'indisponibilité de la COBAC. La durée de la mission a ainsi été réduite à une semaine.

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
												Bureau	Site			Bureau	Site			
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Évaluer les pratiques de la COBAC en matière d'analyse des plans d'actions correctives des banques et EMF et proposer des ajustements méthodologiques si nécessaire selon les principes de supervision basée sur les risques.	Rapport de mission, canevas de méthodologie d'analyse d'un plan d'actions correctives	Les contributeurs sur pièces de la COBAC ont amélioré leur capacité d'analyse des plans d'actions correctives des établissements.	Rapport de mission, canevas de méthodologie d'analyse d'un plan de restructuration	T4	avril 02-17, 2014	T4	Mars 19-30, 2017	Alexis BOHER, Marc ANDRIES	1,0	2,5	0,0	3,5	1,0	2,0	2,0	5,0	A CONFIRMER L'objet initial de cette mission a été modifié, à la demande de la COBAC : il a porté sur le cadre de supervision des établissements et des services de paiement (poursuite de la mission précédente d'octobre 2017) en remplacement de la mission prévue au DMF sur l'analyse des plans d'actions correctives des IMF fragiles (repoussée à FY 2019).



ANNEXE 5
Suivi de l'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2018 au 31 octobre 2017 par domaine

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																
AFRITAC Centre - Administration douanière - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 31 octobre 2017																			
Objectif 1 : Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations douanières																			
Résultats attendus : Les procédures administratives douanières modernes sont légalement établies																			
CEMAC	Mission STX d'appui à la rédaction des textes d'application du code des douanes	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Projet de textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T2	Octobre 2017	T3	Décembre 2017	CHARLET	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T4	Avril 2017	T4	Février 2018	BREMEERSCH	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres			T4	Mars 2018	BREMEERSCH, H. CHARLET	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Participation de deux experts à la validation des textes d'application du code des douanes de la CEMAC à Libreville
Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières																			
Résultats attendus 1 : Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement																			
GUINEE-EQUATORIALE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T2	Aout 2017	T3	Novembre 2017	URAN GRAHAM	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GUINEE-EQUATORIALE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale			T4	Avril 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité.
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T3	Aout 2017	T3	Janvier 15-26, 2018	SIQUEIRA	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières																			
Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers																			
REGIONAL	Séminaire sur le suivi des transit et le contrôle à destination des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Guide pratique de suivi des régimes temporaires et de contrôle des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	RAMBURUN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à Libreville.
BURUNDI	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Octobre 2017	T3			0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre. Annulé par le pays.
CAMEROUN	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T3	Novembre 2017	T1	Jun 19-30, 2017	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CONGO	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Juillet 2017	T1	Jun 26-Juillet 07, 2017	CLAUSTRES	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T2	Aout 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement			T4	Mars 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité. Remplace celle de la RCA au T3.
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Septembre 2017	T3	Novembre 2017	CLAUSTRES	0,3	0,0	2,0	2,3	0,3	0,0	2,0	2,3	
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	Décembre 2017				0,3	0,0	2,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée. Ressources à réaffecter pour une activité au Gabon en Mars 2018.
RDC	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Juin 2017	T3	Janvier 2018	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

TCHAD	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	BOILIL	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
TCHAD	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T4	Avril 2018	T4	Février 2018	BOILIL	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
											Prévues			Utilisées						
											Conseiller Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller Bureau	Site	ECT	Total		
AFRITAC Centre - Administration fiscale - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 31 octobre 2017																				
Objectif 3 : Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations fiscales																				
Résultats attendus : Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies																				
CEMAC	Mission STX d'appui à la rédaction des directives communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Outils didactiques et plan de diffusion des nouvelles directives fiscales CEMAC	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T2	Octobre 2017				0,5	0,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du programme. Ressources à affecter au séminaire douane de février 2018
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation des réglementations communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Projet de textes d'application des directives CEMAC sur la TVA/DA	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T4	Avril 2018				0,5	0,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du programme. Ressources à affecter au séminaire impôts de février 2018
Objectif 4 : Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales																				
Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement																				
GUINEE-EQUATORIALE	Mission LTX/STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Août 14-25, 2017	T2	Août 14-25, 2017	ACEDO, BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	4,5		
RCA	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Aout 2017	T1	Mai 22-30, 2017	RAMAROZAT OVO	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	1,0	0,0	1,5		
RCA	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	Juin 2017	T3	Janvier 2018	PENANJE	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	Janvier 2018	T3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T4	Février 2018	T3	Novembre 2017	HICKMANN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Visite d'immersion professionnelle des cadres au Cap Vert	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	L'administration de Sao Tomé-et-Principe s'est appropriée des meilleures pratiques d'une agence semi-autonome.	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes			T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité ajoutée en cours d'exercice.	
TCHAD	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-20, 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		
Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques																				
REGIONAL	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières et fiscales	Programmes de contrôles basés sur les principaux risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles douaniers et fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	BAZAHICA	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à Yaoundé.	
REGIONAL	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
BURUNDI	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Avril 2018				0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre annulé.	
CAMEROUN	Mission STX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	Juillet 2017	T3	Novembre 2017	MADEC	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		
CAMEROUN	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Janvier 2018	T2	Septembre 20 - Octobre 03, 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation à la mission du département des finances publiques du FMI.	
CONGO	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Octobre 2017	T3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-14, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5		
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5		

GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Novembre 2017	T2	Août 1-11, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation à la mission du département des finances publiques du FMI.
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T4	Février 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
GABON	Mission STX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Octobre 2017	T4	Mars 2018	ARRY-BOUABE	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T4	Avril 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
RCA	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Décembre 2017	T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Avril 2018	T4	Avril 2018	RASOANAIVO	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
RCA	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T4	Mars 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
RDC	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Février 2018	T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévus				Utilisés				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																
AFRITAC Centre - Analyse et prévisions macrobudgétaires - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 31 octobre 2017																			
Objectif 1 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, creible et basé sur des politiques																			
Résultats attendus : Le cadre macro-budgétaire à moyen terme qui guide la préparation du budget est plus crédible																			
CAMEROUN	Evaluation des travaux sur les risques macro-budgétaires et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire ainsi que de l'identification et du suivi des risques budgétaires	Taxinomie des risques macrobudgétaires et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T3	Décembre 2017	T4	Mars 05-16, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
CONGO	Formation PPF et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Supports de cours et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission			T4	Mars 2018	KAMGNA	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Mission back to Back avec une mission d'ICD sur la formation en Programmation et Politiques Financières (PPF).
GABON	Renforcement des capacités du Comité technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T3	Novembre 2017	T3	Janvier 08-19, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
RCA	Formation PPF et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Supports de cours et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T3	Janvier 2018	T4	Février 12-23, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Mission back to Back avec une mission d'ICD sur la formation en Programmation et Politiques Financières (PPF).
TCHAD	Diagnostic du modèle SIGNET et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T4	Février 2018	T3	Janvier 22- Février 03, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Objectif 2 : Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires																			
Résultats attendus : Analyse et présentation des risques macroéconomiques et budéétaires sont renforcées.																			
REGIONAL	Séminaire de haut niveau d'échanges sur les défis dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomique et budgétaire	Echanger sur les besoins de renforcement des capacités institutionnelles, stratégiques, méthodologiques, et operationnelles de la fonction macrobudgétaire	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation les acteurs sur les défis de la fonction macrobudgétaire et les axes d'intervention de AFC	Rapport du Seminaire	T4	Février 2018	T4	Avril 23-24, 2018	KAMGNA	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	0,5	1,0	3,5	STX à rechercher Participation d'un macro-fiscaliste de FADM2 et du LTX PFM-budget
REGIONAL	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière d'analyse et de prévision budgétaire.	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T3	Décembre 2017	T4	Mars/Avril 2018	KAMGNA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site			Bureau	Site														
AFRITAC Centre - Gestion des finances publiques - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au au 31 octobre 2017																			
Objectif 1 : Améliorer le cadre légal des finances publiques																			
CEMAC	Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration Compte rendu des séminaires CEMAC	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformités délivrés par la C/CEMAC	T1	Mai 2017	T1, T2	Mai, Juin, et Octobre 2017	TURENNE, TOURE	4,0	4,0	0,0	8,0	2,0	0,0	0,0	2,0	Observations des textes du Cameroun et de la République du Congo. Deux avis de conformité produits.
CEMAC	Participation aux ateliers régionaux de la CEMAC	Participer aux séminaires de la CEMAC	Les communications sont délivrées.	Le renforcement des capacités des cadres et des institutions				T1	Mai, Juin, 2017	TURENNE, TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
INTER-REGIONAL	Appui à l'organisation de la fonction budgétaire et comptable	Harmoniser les favoriser les échanges et expériences pays sur les meilleures pratiques	Recommandations	Impulsion ddes réformes organisationnelles		T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	TOURE, TURENNE, DAGGUES	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Séminaire conjoint AFRITAC Centre et AFRITAC Ouest à Abidjan.
REGIONAL	FOHBAC - Renforcement de la fonction budgétaire face aux défis des réformes et des programmes économiques et fiscaux	Favoriser les échanges sur les meilleures pratiques	Identification et justification des grandes fonctions des services budgétaires.	Impulsion des Reformes organisationnelles des services budgétaires	Nombre de pays ayant adapté l'organisation des services budgétaires	T4	Février 2018	T4	Avril 2018	TOURE, TURENNE, MARSCHISSET	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Visite exploratoire en prévision de l'intégration à AFC	Identifier les besoins d'assistance technique	Rapport	Plan d'action		T2	Août 2017	T2	Septembre 25-30, 2017	TURENNE, TOURE	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Un plan d'action a été élaboré et comporte plusieurs axes : préparation du budget, gestion des investissements, suivi des marchés publics et la gestion de la trésorerie.
Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus lisible et plus exhaustif																			
CONGO	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Améliorer la qualité des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Amélioration de la documentation budgétaire	T2	Septembre 2017	T3	Novembre 2017	TOURE, KOBOU	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
GABON	Mission FAD au GABON	Améliorer la surveillance financière des établissements et entreprises publics						T1	Mai 9-19, 2017	TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0	
GABON	Dernière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des Etablissements Publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des affectations non intégrées dans la loi de finances et propositions de prise en charge	Amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	Juin 2017	T1	Juillet 3-14, 2017	TOURE, DEHOVE	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Création d'un nouveau compte d'affectation spéciale
GUINEE-EQUATORIALE	Appui à la préparation du budget	Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la loi de Finances	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Le projet de loi de finances et ses annexes	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 23-27, 2017	TURENNE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Cette mission a été transformée en mission exploratoire afin de recenser les besoins d'assistance technique à intégrer au programme d'AFC.
RCA	Pilotage de la préparation et de l'exécution du budget et des documents budgétaires	Respecter les normes de qualité du processus et des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Disponibilité des instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 2017	TOURE, YOUNGARE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
RDC	Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Identification des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances et respect des procédures par rapport à leur utilisation	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	Amélioration de la présentation de la loi de finances et ses annexes	T1	Juillet 2017	T2	Août 01-12, 2017	DEHOVE, YOUNGARE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	4,0	7,0	
TCHAD	Elargissement de la couverture du budget au fonds affectés et amélioration de la tutelle financière des organismes publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la loi de finances et propositions de rebudgetisation	Amélioration de la documentation budgétaire	Présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1		T2	Août 16-28, 2017	DEHOVE, YOUNGARE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	Présentation des opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées.
Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et comptable et le contrôle																			
REGIONAL	Séminaire sur le suivi de l'exécution budgétaire et comptable	Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaîne de la dépense et de la dette	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18	T2	Octobre 2017	T3	Novembre 2017	TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	Séminaire régional organisé à Libreville
BURUNDI	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères ordonnateurs de budgets	Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Plan d'action ministériel	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères prioritaires	Institution du contrôle interne	T3	Novembre 2017	T4	Mars 2018	TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Atelier technique délocalisé à organiser au siège d'AFRITAC Centre
BURUNDI	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Production des documents comptables de base, meilleure maîtrise du suivi de la trésorerie	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie	Amélioration de la gestion de trésorerie	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 3-7, 2017	KOBOU, ROUMEGAS, TURENNE	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
CAMEROUN	Amélioration et fiabilisation des comptes	Regulariser et apurer les comptes d'attente et financiers	Plan d'apurement des CIP en 2017	Automatiser l'apurement des opérations anciennes	Les opérations susceptibles d'être prescrites sont régularisées	T1	Mai 2017	T1	Mai 15-26, 2017	PICARD, ROUMEGAS	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	4,0	5,0	

CONGO	Production des états comptables	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T1	Juillet 2017	T3	Novembre 2017	TURENNE, ROUMEGAS	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
GABON	Travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1			T4	Mars 2018	LMIMOUNI, WAZOUMI	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	4,0	6,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité générale	Production des balances et documents comptables	T1	Juillet 2017				2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
RCA	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités.	Taux de mise en œuvre du plan d'action	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 2017	TURENNE, ROUMEGAS	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
TCHAD	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes : suivi des instances de paiement	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - méthodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 3-7, 2017	KOBOU, ROUMEGAS, TURENNE	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Renforcement des capacités en gestion et documentation comptable de six cadres du Tchad.

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)							Résultats atteints / Commentaires	
											Prévues			Utilisées					
											Conseiller	ECT		Total	Conseiller		ECT		Total
Bureau	Site		Bureau	Site		Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Gestion de la dette publique - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 31 octobre 2017																			
Objectif 1 : Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT)																			
BURUNDI	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	Juillet 2017				1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays
CONGO	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document de SDMT pays.	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	SOLTANI, SCIPIONI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'outil SDMT
RDC	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T2	Aout 2017	T3	Novembre 2017	SOLTANI, SCIPIONI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	1,0	1,0	3,5	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
TCHAD	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	Décembre 2017	T3	Novembre 2017	SOLTANI, IBOKLENE	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'outil SDMT
Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette																			
BURUNDI	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin et rapport de la dette	T4	Mars 2018				0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays
CAMEROUN	Assistance/formation sur l'utilisation des produits dérivés	Renforcement des capacités des agents de gestion de la dette sur l'utilisation des produits dérivés dans la couverture des risques financiers liés au portefeuille de la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont formés sur les préalables à l'utilisation des produits dérivés en gestion de la dette ainsi que les mécanismes et les enjeux liés à leur utilisation	Préalables identifiés et nombre de cadres formés.	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018		0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	1,5	1,5	4,0	Appropriation des techniques de couverture des risques financiers
RCA	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T2	Septembre 2017	T4	Avril 2018	SOLTANI, IBOKLENE	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	1,0	2,0	4,5	Un expert court terme va se joindre à cette activité.
RCA	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	Février 2018	T2	Octobre 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Production d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.
RDC	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T1	Mai 2017	T1	Mai 22-Juin 02, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Production du rapport annuel de gestion de la dette pour l'année 2016 et d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.
TCHAD	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin périodique et rapport annuel de la dette	T1	Juin 2017	T1	Juin 5-15, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Production du rapport annuel de gestion de la dette pour l'année 2016 et d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.

Objectif 3 : Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette																			
REGIONAL	Atelier régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (département SPR).	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et des nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Support de formation sur les concepts d'AVD et cas pratiques	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont sensibilisés sur les nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Nombre des agents formés et évaluation de l'atelier.	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	SOLTANI	2,5	1,0	1,5	5,0	2,5	1,0	0,0	3,5	Réalisation d'une analyse de viabilité de la dette avec l'outil AVD-PFR
GABON	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette MAC-DSA	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil MAC-DSA. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaire et de gestion de la dette;	Support de formation sur les concepts et l'outil d'AVD;	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T3	Novembre 2017	T2	Octobre 2-6, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Réalisation d'une analyse de viabilité de la dette avec l'outil AVD-PAM.
Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette intérieure																			
BEAC	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays membres de la BEAC.	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé.	présentation d'un projet de texte sur la titrisation	T4	Février 2018	T4	Avril 2018	EXPERT	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Un projet de texte a été élaboré.
RDC	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à compléter les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T4	Avril 2018				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays.
Objectif 5 : Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk																			
TCHAD	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	Assister les autorités à identifier les préalables réglementaires, institutionnels et techniques pour l'émission des SUKUK. Former le personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.	Rapport de mission et support de formation;	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK;	Un plan d'action est élaboré	T3	Décembre 2017	T4	Mars 2018	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Un plan d'actions est préparé.
Objectif 6 : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette																			
CONGO	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Réviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel;	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;	T3	Janvier 2018	T3	Janvier 2018	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Une feuille de route est préparée et les textes sont révisés. Le CNDP est réactif.
CONGO	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Réviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel;	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;			T4	Mars 2018	SOLTANI, STX	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Nouvelle Activité - Mars 2018
RCA	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T3	Novembre 2017	T3	Janvier 2018	SOLTANI, STEYLAERS	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le cadre juridique de la dette est révisé.
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Evaluation des besoins d'assistance technique en gestion de la dette	Procéder à l'état des lieux de la situation de la gestion de la dette, évaluer les besoins en assistance technique et élaborer un programme d'activité pour répondre à ces besoins.	Rapport de mission	Programme d'activité de l'assistance technique qui sera fournie par AFC	Le programme d'assistance technique est élaboré	T4	Février 2018	T3	Décembre 2017	SOLTANI	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	0,0	2,0	Les besoins en AT sont identifiés et un programme d'activités est préparé.
REGIONAL	Séminaire régional LIC DSF							T3	Décembre 2017	SOLTANI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires		
											Prévues			Utilisées					
											Bureau	Site	ECT	Total	Bureau	Site		ECT	Total
AFRITAC Centre - Régulation et supervision bancaires - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 31 octobre 2017																			
Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales																			
COBAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (1)	1e étape (i) Réviser l'existant, analyser les besoins et déterminer les orientations du projet. (ii) Planification des étapes du projet.	Rapport de mission, relevé des orientations du projet, programme détaillé du projet	Le COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, relevé des orientations du projet, programme détaillé du projet	T1	Juin 2017	T2	Juin 01-09, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,5	1,5	1,5	3,5	0,5	1,5	1,5	3,5	
COBAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2e étape (i) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, supports de formation	T3	Janvier 2018				0,5	2,0	2,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du fait de l'indisponibilité de la COBAC. La mission sera reprogrammée en FY 2019.
COBAC	Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile (1)	1e étape (i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre de supervision pour la nouvelle catégorie d'établissements agréés.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	Une nouvelle catégorie d'établissement est instituée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	T2	Septembre 2017	T2	Octobre 02-06, 2017	Marc ANDRIES, Alexis BOHER	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	
COBAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2e étape (i) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, supports de formation	T2	Octobre 16-27, 2017	T2	Octobre 16-27, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la COBAC (précédent thème : révision de la réglementation prudentielle applicable aux IMF). La mission a révisé les projets de modèles d'états financiers consolidés.
RDC	Refondre la réglementation prudentielle relative à l'agrément des établissements et des dirigeants	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevas détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (révision des projets, dossier d'agrément, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T4	Février 12-23, 2018	T4	Février 12-23, 2018	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la BCC : révision des instructions relatives à la gestion des risques et à la gouvernance. Le traitement du thème relatif à l'agrément a été engagé mais sera poursuivi en FY 2019. La mission a été délocalisée à Libreville en raison de la suspension des missions, sans changement de durée.
RDC	Refondre la réglementation prudentielle relative au contrôle interne	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevas détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (révision des projets, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T2	Septembre 4-15, 2017	T1	Juillet 17-28, 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BCC : révision des instructions relatives au contrôle interne et à la gestion des risques. Ce thème étant prioritaire, la formation prévue à cette période a été repoussée.
SAO TOME ET PRINCE	Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC	Rapport de mission	Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission	T3	Décembre 04-15, 2017	T3	Décembre 11-15, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	La durée de la mission a été ramenée à une semaine en raison de sa nature exploratoire.
Objectif 2 : Accroître l'efficacité des mécanismes de supervision afin de mieux contrôler les principaux risques du système bancaire dans le cadre de la supervision basée sur les risques																			
REGIONAL	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des prestataires et des activités de services de paiements	Présenter les standards internationaux et les orientations pratiques de la supervision basée sur les risques en matière de services de paiement dans le système bancaire et financier	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T2	Septembre 25-29, 2017		Septembre 25-29, 2017	Marc ANDRIES, Alexis BOHER	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	

INTER-REGIONAL	Séminaire inter-régional commun avec AFW1 sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du risque de crédit et les orientations méthodologiques de supervision et de contrôle	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T3	Janvier 2018	T3	Janvier 22-26, 2018	Alexis BOHER	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Le STX a été recruté par AFW1.
INTER-REGIONAL	Séminaire du CSBAOC sur la supervision sur base consolidée	Présenter les standards actuels de la supervision consolidée des groupes bancaires	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T1	Mai 2017	T1	Mai 29-31, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,0	0,5	1,0	1,5	0,0	0,5	1,0	1,5	NOUVEAU La préparation et l'animation de ce séminaire régional organisé par la COBAC ont été ajoutées au programme, à la demande de la COBAC
REGIONAL	Séminaire LEG										0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Séminaire organisé par le département juridique à Yaoundé pour les pays de la région au mois de février 2018.
BURUNDI	Formation à la supervision du contrôle interne et de la gestion des risques	Former des superviseurs-relais dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques	Support de présentation, rapport de mission	La BRB est en capacité de former les banques et de les superviser, dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques (nouvelle réglementation)	Support de présentation, rapport de mission	T3	Novembre 13-24, 2017	T4	Avril 23-27, 2018	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	NOUVEAU Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BRB sur ce thème prioritaire pour la BRB. Prévus pour être réalisés du 13 au 24 novembre 2017, elle a été repoussée en raison de la suspension des missions, délocalisée à Libreville et réduite à une semaine.
BURUNDI	Renforcement des capacités du contrôle sur pièces à la détection précoce des difficultés individuelles des banques	Former les superviseurs à la méthodologie de détection précoce des difficultés individuelles des banques	Support de présentation, rapport de mission	La BRB est en mesure de développer de nouvelles méthodes de travail plus efficaces	Support de présentation, rapport de mission	T4	Mars 5-16, 2018	T4	Mars 12-16, 2018	Jean-Charles NORMAND, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Le thème de la mission a été modifié à la demande de la BRB afin de traiter l'un des besoins prioritaires exprimés par la BRB après le CDO. En raison de la suspension des missions sur place, l'atelier a été délocalisé à Libreville et réduit à une
COBAC	Renforcer les processus de gestion des procédures internes et de rédaction des textes réglementaires	(i) Proposer un cadre de renforcement de la fonction de veille réglementaire. (ii) Proposer un cadre de gestion et d'élaboration rénové des textes réglementaires relatifs à la supervision bancaire (iii) Proposer un cadre de gestion rénové des procédures internes du SG-COBAC relatives à la supervision bancaire	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire, la gestion des textes réglementaires et la gestion des procédures internes (à finaliser par le SG-COBAC).	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) et le DRE disposent d'une feuille de route pour renforcer la rigueur de leurs processus internes de gestion.	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire, la gestion des textes réglementaires et la gestion des procédures internes (à finaliser par le SG-COBAC).	T1	Mai 08-19, 2017	T1	Mai 08-19, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Le thème de la mission a été recentré, avec l'accord de la COBAC, sur la structuration du processus de gestion des procédures internes relatives à la supervision bancaire.
COBAC	Renforcer les capacités du département juridique en appui aux décisions de la COBAC	Proposer un canevas de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté.	Rapport de mission, canevas de procédure	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC	Rapport de mission, canevas de procédure	T2	Septembre 04-15, 2017	T2	Septembre 04-15, 2017	Pauline de la BOUILLERIE, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
COBAC	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Evaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.	Rapport de mission, recommandations	Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (DCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, recommandations	T1	Juin 26 - Juillet 11, 2017	T1	Juillet 02-07, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,5	2,5	6,0	1,0	1,0	0,0	2,0	La mission a porté uniquement sur le DMF (microfinance) et n'a pas porté sur le DCP (banques), malgré plusieurs tentatives de replanification de cette partie, en raison de l'indisponibilité de la COBAC. La durée de la mission a ainsi été réduite à une semaine.

COBAC	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Evaluer les pratiques de la COBAC en matière d'analyse des plans d'actions correctives des banques et EMF et proposer des ajustements méthodologiques si nécessaire selon les principes de supervision basée sur les risques.	Rapport de mission, canevas de méthodologie d'analyse d'un plan d'actions correctives	Les contrôleurs sur pièces de la COBAC ont amélioré leur capacité d'analyse des plans d'actions correctives des établissements.	Rapport de mission, canevas de méthodologie d'analyse d'un plan de restructuration	T4	Avril 02-17, 2018	T4	Mars 19-30, 2017	Alexis BOHER, Marc ANDRIES	1,0	2,5	0,0	3,5	1,0	2,0	2,0	5,0	A CONFIRMER L'objet initial de cette mission a été modifié, à la demande de la COBAC: il a porté sur le cadre de supervision des établissements et des services de paiement (poursuite de la mission précédente d'octobre 2017) en remplacement de la mission prévue au DMF sur l'analyse des plans d'actions correctives des IMF fragiles (reposée à FY 2019).
RDC	Formation des superviseurs nouvellement recrutés à la supervision basée sur les risques (BCP) et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Formation de base couvrant (i) les principes fondamentaux du Comité de Bâle, les processus de contrôle sur pièces et de contrôle sur place, l'approche de supervision basée sur les risques, (ii) le contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont reçu une formation adaptée aux BCP, à la supervision basée sur les risques et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	T1	Juillet 17-28, 2017	T3	Novembre 27- Décembre, 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0	Cette formation initialement prévue en juillet a été décalée en septembre, suite à la demande de la BCC de réorganisation du programme à la veille du CDO, puis repoussée en novembre en raison de la suspension des missions, délocalisée à Libreville tout en maintenant la durée de deux semaines. Le LTX, initialement non prévu, a participé une semaine.
Objectif 3 : Assurer que les banques disposent de fonds propres et d'une situation de liquidité solide, pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuer à la stabilité du système financier																			
BURUNDI	Réformer la réglementation relative à la liquidité	Suite du projet engagé en FY 2017 (LCR/Bâle II). (i) Achever la transposition du LCR: finaliser le projet de ratio (prise en compte de l'étude d'impact).	Rapport de mission. Validation du projet de règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme.	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Validation du projet de règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme.	T3	Novembre 20-24, 2017	T3	Novembre 20-24, 2017	Sophie IMANI POINSOT, Alexis BOHER	0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	3,0	La mission a été délocalisée à Libreville, en raison de la suspension des missions, à la même date, et le LTX y a participé de ce fait.
Objectif 4 : Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement																			
RDC	Former les superviseurs de la BCC à la supervision des banques en normes IFRS	Achever le projet réactivé en 2016 par l'AFC en recentrant l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.	Support de présentation, rapport de mission, recommandations	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandations	T2	Octobre 16-27, 2017	T4	Avril 2018	(Shamin DIOUMAN)	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	A CONFIRMER Cette mission, qui doit impérativement se faire sur place, a été repoussée du fait de la suspension des missions, d'octobre 2017 à avril 2018, en accord avec la BCC. (Cette activité sera annulée en cas de maintien de la suspension des missions)

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires			
											Prévues			Utilisées								
											Conseiller Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller Bureau	Site	ECT	Total				
AFRITAC Centre - Statistiques macroéconomiques - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 31 octobre 2017																						
Objectif 1 : Les comptes nationaux annuels																						
Résultats attendus : Des comptes nationaux à jour																						
BURUNDI	Appui à la préparation des burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées aux comptes	T3	Janvier 8-19, 2018					2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.	
CONGO	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 4-15, 2017	GBOSSA		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
CONGO	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017					1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.	
CONGO	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008 et formation au SCN 2008 lié aux nomenclatures.	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018					2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.	
GABON	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T1	Mai 2017	T1	Mai 30-Juin 9, 2017	GBOSSA		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
GABON	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées			T1	Juillet 24-Août 4, 2017	GBOSSA		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0	Activité ajoutée au cours de l'année fiscale 2018.
GABON	Calcul des indicateurs économiques IPI, IPPI, etc.	Mise en place des indicateurs économiques pour les comptes nationaux	Indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPPI	Nombre de personnes formées	T2	Août 2017	T4	Mars 2018	GBOSSA		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0	Activité maintenue en mars 2018.
GUINEE-EQUATORIALE	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Août 2017	T4	Février 2018	GBOSSA		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
RCA	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	Août 2017	T1	Mai 2-12, 2017	GBOSSA		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
RCA	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2013-2015 sont disponibles	Les comptables nationaux maîtrisent la méthode des comptes provisoires et sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T3	Novembre 2017	T2	Septembre 18-29, 2017	GBOSSA		2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
RCA	Revue de l'IPI, IPPI	Mise à jour du calcul des indicateurs	Indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPPI	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2-13 / 2018	T4	Mars 2018	GBOSSA		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.
RDC	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	STX		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.
RDC	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GBOSSA		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
RDC	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures.	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018					2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Compilation des comptes nationaux	Mission diagnostique sur les comptes nationaux	Feuille de route pour les activités en comptabilité nationale.	Programme de travail	Rapport de mission	T3	Décembre 2017	T3	Janvier 22-26, 2017	GBOSSA		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	2,0	
TCHAD	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	Décembre 2017	T2	Septembre 4-15, 2017	GBOSSA		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
TCHAD	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Mise en place des nomenclatures et tables de passage	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2018	T3	Novembre 20 - Décembre 01, 2017	GBOSSA, FOUOKING		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Objectif 2 : Comptes nationaux trimestriels																						
Résultats attendus : Mise en place des indicateurs - esquisses de comptes trimestriels pour les années passées.																						
BURUNDI	Comptes nationaux trimestriels.	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande) : T1 2005 - T4 2015	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible	Les comptables nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	Mars 5-16, 2018					1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
CAMEROUN	Finalisation des travaux sur les indicateurs / Travaux améliorant les comptes nationaux	Fiabiliser les données de comptabilité nationale	Publications à jour	Comptes nationaux à jour	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	Avril 2018					1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité en réserve annulée.
Objectif 3 : Renforcement des capacités																						
Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale																						
REGIONAL	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-13, 2017	GBOSSA		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	Le conseiller résident a préparé la mission mais n'a pu participer au séminaire à cause de la suspension des missions dans le pays hôte du séminaire.
REGIONAL	Séminaire formation au SCN 2008 : - Nomenclatures, Collecte et modèles de traitement des sources	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Modèle de nomenclatures, Méthodes de traitement.	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T4	Février 5-9, 2018	T4	Février 5-9, 2018	GBOSSA		2,0	1,0	3,0	6,0	2,0	1,0	2,0	0,0	0,0	5,0	Séminaire régional à Malabo

REGIONAL	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	Janvier 2018				0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
RDC	Séminaire pays STA sur la balance des paiements	Participation du Conseiller	Coordination		L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants			T2	Octobre 2017	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	Activité ajoutée au programme

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)							Résultats atteints / Commentaires	
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller	Bureau		Site
AFRITAC Centre - Statistiques des finances publiques Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 31 octobre 2017																			
Objectif 1 : Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions Objectif 2 : Appuyer les pays de l'AFIC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données de FMI (e-GDDS en Anglais) Résultats attendus : Amélioration de la capacité du personnel grâce à la formation, en particulier sur l'élaboration de données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des statistiques des finances publiques ; Les données sont complètes à l'aide de techniques statistiques appropriées, y compris le traitement des données-source et/ou l'examen et la validation des données auxiliaires et les statistiques qui en résultent (DOAF 3.3 et/ou 3.4) ; Une nouvelle série des statistiques est élaborée et diffusée en interne et / ou au grand public.																			
REGIONAL	Séminaire régional	Appui à la mise en oeuvre du nouveau cadre d'analyse minimum de la Directive No. 5 du TOFE de la CEMAC. Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014 par le Burundi & la RDC	Des cas pratiques portant sur des parties du TOFE; Actualisation des plans d'action d'adoption du MSFP 2014	Discussion entre les participants et un niveau plus approfondi de maîtrise de la méthodologie du MSFP 2014	Plan d'actions actualisé; TOFE experimental par pays	T4	Avril 2018	T4	Avril 2018	ZARCO, CASRILLON, JABLONSKA, GAHIZI	5,0	1,0	1,0	7,0	2,0	1,0	3,0	6,0	
REGIONAL	Séminaire régional d'AFRITAC EAST sur les statistiques des finances publiques (Zanzibar)	Appui au Burundi sur la rédaction du Manuel de procédures sur le traitement des PPPs.	Le chapitre (texte) du Burundi du traitement des PPPs dans les SFPs	Une procédure détaillée de traitement des PPPs dans les SFPs.	Un recueil des procédures de traitement des PPPs dans les SFPs (Block de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Est).			T3	Novembre 2017	GAHIZI	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Nouvelle activité à Zanzibar en TANZANIE. Participation du Conseiller Résident.
BURUNDI	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	Octobre 2017				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée au profit de la RDC.
CAMEROUN	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T3	Novembre 2017	T3	Novembre 6-17, 2017	MARIE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2015	TOFEs 2013-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Aout 2017	T2	Septembre 25- Octobre 06, 2017	GAHIZI, MARIE	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Octobre 2017	T3	Janvier 15-26, 2018	GAHIZI, MARIE	3,0	0,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014.	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T1	Juillet 2017	T3	Décembre 2017	ZARCO, CASTRILLON	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014.	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T4	Février 2018	T4	Avril 2-6, 2018	ZARCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T1	Juin 2017	T1	Juin12-23, 2017	SAWADOGO	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T4	Février 2018	T4	Février 5-16, 2018	GAHIZI	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014			T4	Février 2018	MARIE	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Nouvelle activité au profit de la RDC.
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014.	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T1	Juillet 2017	T2	Août 28 - Septembre 01, 2017	BRANCO	2,0	1,0	1,0	4,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014.	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T2	Octobre 2017	T3	Janvier 2018	BRANCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Septembre 2017	T3	Octobre 16-27, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Mars 12-16, 2018	T4	Mars 2018	GAHIZI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Experts	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires						
											Prévues				Utilisées										
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total							
Bureau	Site	Bureau	Site																						
AFRITAC Centre - Institut de Formation du FMI (ICD) et Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 31 octobre 2017																									
REGIONAL	Cours régional (ICD) sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	mars-18					0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0						
REGIONAL	Cours régional (ICD) sur l'analyse et la prévision budgétaire	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière d'analyse et de prévision budgétaire	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	mars-18					0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0						



ANNEXE 6
Séminaires régionaux/ Rencontres régionales/ Ateliers/ Trainings oragnisés au 31 octobre 2017

Numéro d'ordre	Titre	Domaine(s)	Nombre de participants	Lieu	Période	Contact
Séminaires						
1	Séminaire régional sur la supervision consolidée des groupes bancaires	Régulation et supervision bancaires	50	Libreville	29 au 31 mai 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
2	Séminaire régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (Département SPR) et la banque mondiale	Gestion de la dette publique	32	Libreville	17 au 21 juillet 2017	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org
3	Séminaire régional sur la régulation et la supervision des établissements et des activités liées aux services de paiement et de monnaie électronique	Régulation et supervision bancaires	52	Libreville	25 au 29 septembre 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
Ateliers						
1	Atelier technique sur la fiabilisation des comptes et élaboration du plan de trésorerie au profit de cadres du Tchad	Gestion des finances publiques	6	Libreville	3 au 7 juillet 2017	Agnès Turenne - Aturenne@imf.org



Aide mémoire
Séminaires régionaux/ Rencontres régionales/ Ateliers/ Trainings - Exécution pour l'année fiscale 2018

Numéro d'ordre	Titre	Domaine(s)	Bénéficiaire(s)	Nombre de participants	Lieu	Période	Contact
Séminaires régionaux							
1	Séminaire régional sur la modernisation des procédures douanières dans le contexte du nouveau code régional en voie d'adoption par les Etats membres de la CEMAC et sur les meilleures pratiques internationales	Administration Douanière	AFC	29	Libreville	Février 19-22, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Séminaire interrégional avec AFRITAC Sud sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts en vue de lutter contre les fraudes (3ème Edition)	Administration Fiscale	AFC	21	Yaoundé	Février 26 - Mars 02, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
3	Séminaire régional sur le suivi de l'exécution budgétaire et comptable	Gestion des Finances Publiques	AFC	26	Libreville	Novembre 06-10, 2017	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
4	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur les enjeux de l'exécution du budget en mode programme	Gestion des Finances Publiques	AFC	29	Abidjan	Février 26 - Mars 02, 2018	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
5	7 ^{ème} Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'Afritac Centre (FOHBAC) - Renforcement de la fonction budgétaire face aux défis des réformes et des programmes économiques et fiscaux	Gestion des Finances Publiques	AFC	ND	Malabo	Avril 2018	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
6	Séminaire de haut niveau d'échanges sur les défis dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomique et budgétaire	Analyse Macroéconomique et Budgétaire	AFC	20	Douala	Avril 23-24, 2018	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org
7	Séminaire régional de formation au SCN 2008 : Nomenclatures, collecte et modèles de traitement des sources	Statistiques Macroéconomiques	AFC	30	Malabo	Avril 16-20, 2018	Hubert Gbossa - HGbossa@imf.org
8	Séminaire régional en statistiques des finances publiques	Statistiques des Finances Publiques	AFC	48	Douala	Avril 23-27, 2018	Francis Gahizi - FGahizi@imf.org
9	Séminaire régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (Département SPR).	Gestion de la Dette Publique	AFC	32	Libreville	Juillet 17-21, 2017	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org
10	Séminaire régional sur la régulation et la supervision des établissements et des activités liées aux services de paiement et de monnaie électronique	Régulation et Supervision Bancaires	AFC	52	Libreville	Septembre 25-29, 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
11	Séminaire interrégional commun avec AFW1 sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Régulation et Supervision Bancaires	AFC	21	Dakar	Janvier 22-26, 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
12	Séminaire régional sur la supervision consolidée des groupes bancaires	Régulation et Supervision Bancaires	AFC	50	Libreville	Mai 29-31, 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
Trainings							
1	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (Code : GPR)	Gestion Macroéconomique	AFC	27	Ebène	Mars 5-16, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (Code : APB)	Gestion Budgétaire	AFC	27	Ebène	Mars 2018	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org
Ateliers techniques							
1	Atelier technique sur la fiabilisation des comptes et élaboration du plan de trésorerie au profit de cadres du Tchad	Gestion des finances publiques	TCHAD	6	Libreville	3 au 7 juillet 2017	Agnès Turenne - ATurenne@imf.org
2	Atelier technique sur l'élaboration de la stratégie de la dette	Gestion de la dette publique	RDC	7	Libreville	06 au 10 novembre 2017	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org
3	Formation des superviseurs de la Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers de la Banque Centrale du Congo (BCC) nouvellement recrutés	Régulation et supervision bancaires	RDC	20	Libreville	27 novembre au 08 décembre 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
4	Atelier technique portant sur la révision de la réglementation bancaire prudentielle qualitative	Régulation et supervision bancaires	RDC	6	Libreville	12 au 23 février 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
5	Atelier technique sur les modes opératoires de la BRB pour la détection précoce des difficultés bancaires	Régulation et supervision bancaires	BURUNDI	6	Libreville	12 au 16 mars 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
6	Atelier technique Formation des superviseurs bancaires de la Banque de la République du Burundi à la supervision opérationnelle du contrôle interne et de la gestion des risques	Régulation et supervision bancaires	BURUNDI	6	Libreville	23 au 27 avril 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
Autres activités de formation							
1	Participation au séminaire régional d'AFRITAC Sud sur l'approche macroprudentielle à suivre en matière de contrôle et de gestion des risques systémiques	Régulation et supervision bancaires	RDC	2	Prétoria	23 au 27 octobre 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org

ND = Non défini



ANNEXE 7
PROJETS PLURIANNUELS EN COURS DE PREPARATION POUR L'EXERCICE FISCAL 2018

Numéro d'ordre	Titre du projet	Durée (en nombre d'années)	Pays concernés	Situation au 31 octobre 2017	Contact(s)
Administration douanière					
1	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	2	CEMAC, Burundi et RDC	Une activité d'appui à la rédaction des textes d'application du nouveau code révisé en cours d'adoption a été lancée en octobre 2017 et les premiers résultats sont attendus d'ici décembre 2017.	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Appui à l'élaboration de programmes de suivi du transit et de contrôle à destination des exonérations	3	Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA, RD Congo et Tchad	Les quatre (04) activités ont été réalisées au Congo, Tchad, Cameroun, et Gabon ont contribué à l'identification des produits et secteurs à fort potentiel de risque.	
3	Appui à l'élaboration de programmes de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement	3	Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA et Tchad	Trois activités réalisées au Gabon, Cameroun, RCA ont contribué à l'identification des dysfonctionnements en matière d'application de la règle transactionnelle.	
4	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des réglementations communautaires	3	CEMAC, Burundi et RDC	Une activité a été réalisée au Congo et a contribué à la rédaction d'une instruction cadre permettant la modernisation des procédures douanières conformes au nouveau code régional révisé.	
Administration fiscale					
5	Programmation des contrôles fiscaux et collaboration douanes/impôts	3	Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, RD Congo et Tchad	Quatre (04) activités ont été réalisées au Tchad, Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale et ont contribué au renforcement des contrôles fiscaux et à la collaboration douanes-impôts.	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
6	Modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	3	Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, Sao Tomé-et-Principe et Tchad	Trois (3) activités ont été réalisées en RCA, Guinée équatoriale et Sao Tomé et Principe ont proposé de nouvelles procédures de déclaration et de paiement.	
7	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des réglementations communautaires	3	CEMAC, Burundi et RDC	AFC n'a pas encore réalisé d'activités dans ce projet.	
Gestion des finances publiques					
8	Appui à la mise en place du cadre harmonisé des finances publiques dans la zone CEMAC		CEMAC	Les activités dans le cadre de ce projet se poursuivent à travers les avis de conformité ont été délivrés sur les projets de textes du Cameroun et la participation en mai 2017 au séminaire sur le contrôle parlementaire.	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturne@imf.org
9	Consolidation des opérations des opérations budgétaires et du reporting de la situation des autres administrations		RDC, Gabon	En juillet 2017 et Août 2017 des missions d'assistance technique se sont déroulées à Libreville et Kinshasa sur l'amélioration de l'exhaustivité du budget dans le cadre de la mise en place du budget programmes. Au Gabon la présentation de la loi de finances s'est améliorée avec l'identification et l'intégration dans le budget de l'Etat de nouvelles recettes affectées sous la forme de comptes d'affectation spéciale. En RDC les principes relatifs aux affectations ont été élaborés pour faciliter l'identification et la prise en charge dans le budget de l'Etat.	
10	Renforcement du contrôle interne de l'exécution du budget au niveau des ordonnateurs		Gabon, Cameroun, RDC	Finalement deux pays sont retenus dans le cadre de cet projet. Il s'agit du Gabon et du Cameroun. La première mission au Cameroun est envisagée pour l'exercice à venir. Le Gabon a déjà reçu une 1ère mission sur le contrôle interne au ministère de l'éducation et le travail doit se poursuivre. Le RDC a demandé lors du CDO 2016 de rester sur les Projets annuels de performance	
11	Appui à l'élaboration des instruments de pilotage de l'exécution du budget : Plan d'engagement et plan de trésorerie		Congo, Gabon	Ce projet concerne essentiellement la RCA et s'inscrit dans le cadre du plan d'urgence de réforme des finances publiques adopté par le gouvernement de la RCA. Un séminaire de renforcement des capacités a été initié en faveur de tous les pays d'Afritac centre sur le pilotage de l'exécution du budget.	
12	Appui à la production régulière des états financiers		Tchad, RCA, Gabon, Burundi	Au cours du premier semestre, une mission d'assistance technique et un atelier technique ont été organisés pour le Tchad dans le cadre de la qualité de la documentation comptable à produire.	
Régulation et supervision bancaires					
13	Mise en œuvre de la supervision des groupes bancaires sur base consolidée.	2	COBAC	Le projet a été engagé. Un séminaire régional a été organisé et deux missions ont été réalisées au cours du semestre : (i) revue du cadre légal et réglementaire existant en matière de supervision consolidée, (ii) révision des projets d'états financiers consolidés établis en IFRS	Alexis Boher - ABoher@imf.org
14	Développement des capacités de la fonction juridique (secrétariat de la commission, maîtrise des risques juridiques)	2	COBAC	Le projet a été réalisé, pour la partie susceptible d'être prise en charge par l'AFRITAC Centre : une mission a été effectuée sur la mise en œuvre des mesures préventives (intervention précoce). Le caractère pluriannuel du projet doit être reconsidéré par conséquent.	
15	Révision du cadre de la supervision des établissements de paiement, des services de paiement et de l'émission de monnaie électronique.	2	COBAC	Le projet a été engagé. Un séminaire régional a été organisé et une mission a été réalisée au cours du semestre : revue du cadre légal et réglementaire existant et du projet préliminaire de règlement CEMAC.	
16	Révision de la réglementation relative à l'agrément des établissements, des dirigeants et des commissaires aux comptes	2	RDC (BCC)	Le projet a été élargi, à la demande de la BCC, à la révision de l'ensemble de la réglementation prudentielle qualitative. Une première mission a été effectuée pour la révision des instructions relatives au contrôle interne et à la gestion des risques. L'instruction relative à l'agrément sera revue en 2018.	



ANNEXE 8
PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

I- DIRECTEUR/COORDONNATEUR : PAULO DRUMMOND

II- CONSEILLERS RESIDENTS :

ADMINISTRATION DES REVENUS : RENILDE BAZAHICA

ANALYSE ET PREVISIONS MACROBUDGETAIRES : SEVERIN YVES KAMGNA

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : ABDOULAYE TOURE, AGNES TURENNE

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE : CHAKER SOLTANI

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES : ALEXIS BOHER

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES : HUBERT GBOSSA

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES : FRANCIS GAHIZI

GESTION AXEE SUR LES RESULTATS : PHILIPPE ATHANASSIOU

III- SUPPORT ADMINISTRATIF :

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE : MARIE-HELENE ISSEMBE

CHARGE DE PROJETS : ARMEL HOUTSA

ASSISTANTES ADMINISTRATIVES : CARINE MBOUMBA, LARISSA MABIKA BALENGA,
DJENA LAETITIA DJEMBO

TECHNICIEN COURSIER : BATSIELILI IDOUDOU